

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1304

16 juin 2011

SOMMAIRE

ABC S.A.	62559	Gremir S.A. S.P.F.	62558
Aveleos S.A.	62552	Grossglockner S.à r.l.	62558
Baker Tilly Luxembourg Audit S.à r.l.	62559	GS 8 Holdings S.à r.l.	62575
Best-Pressing S.à r.l.	62556	Haydn S.à r.l.	62559
Boss Concept IPC Sicav	62556	Hung 1 Sàrl	62573
CAS Holdco S.à r.l.	62546	Hung Top Sàrl	62573
CLS Sweden S.à r.l.	62551	IF 1 Sàrl	62583
COMAT, Conter et Cie	62551	IF Log 1 Sàrl	62574
CROWN PREMIUM IV Beteiligungstreu-		IF Three 1 S.à r.l.	62582
hand S.à r.l.	62552	IF Three Log 1 S.à r.l.	62574
CROWN PREMIUM IV Komplementär S.à		IF Three Top S.à r.l.	62574
r.l.	62552	IF TOP Sàrl	62583
CROWN Premium Private Equity Buyout		IF Two 1 S.à r.l.	62583
.....	62551	ImmoPro Sud S.à r.l.	62573
CROWN Premium Private Equity III SI-		Investment Solutions	62584
CAV	62552	ITT Remainco International S.à r.l.	62589
CROWN PREMIUM Private Equity IV		Kapellen S.à r.l.	62584
S.C.S., SICAF-FIS	62556	Lexi S.A.	62558
Dachstein S.à r.l.	62557	Lion/Katsu Investments S.à r.l.	62584
Degroof Monetary	62583	MainFirst	62551
DWS Access S.A.	62557	Manle Construction	62592
Elégance	62557	Masi S.à r.l.	62592
Euro Batir Sàrl	62592	Meandros Real Estate Holding S.A.	62566
Euro Batir Sàrl	62592	Montauk S.à r.l.	62592
Europe Ingénierie S.A.	62557	NPN II Investments S.à r.l.	62566
Fitness Outlet S.à r.l.	62553	Orlan Invest S.A.	62573
FR Acquisition Corporation (Luxem-		ParLyo Property Holdings II S.à r.l.	62584
bourg), S. à r.l.	62588	Seema S.à r.l.	62574
Frohboesestrasse S.à r.l.	62558	Stefan Marin S.A.	62546
Garivet S.à r.l.	62558	U.A.I. (Luxembourg) I S.à r.l.	62555
Goodman Rheinberg I Logistics (Lux) S.à			
r.l.	62550		

CAS Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 133.160.

—
Suite aux résolutions de l'associé unique en date du 21 avril 2011, les décisions suivantes ont été prises:

- Démission du Gérant A suivant en date du 21 avril 2011:

Monsieur David Willetts, né le 28 septembre 1975 à New York, Etats-Unis d'Amérique demeurant professionnellement au 299, Park Avenue, 10171 New York, Etats-Unis d'Amérique, en qualité de Gérant A de la Société

- Nomination du Gérant A suivant en date du 21 avril 2011 pour une durée indéterminée:

Monsieur Raymond Wechsler, né le 2 avril 1945 à Taunton, dans l'état du Massachussets, Etats-Unis d'Amérique et demeurant professionnellement au 299, Park Avenue, 10171 New York, Etats-Unis d'Amérique, en qualité de Gérant A de la Société

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil de gérance de la Société est comme suit:

- Monsieur Raymond Wechsler, Gérant A;

- Monsieur Tim Nelson, Gérant A;

- Manacor (Luxembourg) S.A., Gérant B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CAS Holdco S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant B

Référence de publication: 2011061875/25.

(110068912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2011.

Stefan Marin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 160.101.

—
STATUTS

L'an deux mille onze, le quatre avril.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

La société VILIENT CONSULTING S.A., établie et ayant son siège social à L-1140 Luxembourg, 79, route d'arlon, RCS B n°103235

Ici représentée par Maître Frédéric Noël, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lequel comparant, ès -qualités qu'il agit, a requis du notaire instrumentant qu'il dresse l'acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé, entre l'unique actionnaire comparant et toutes celles qui deviendront dans la suite actionnaires d'une société constituée sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de «STEFAN MARIN S.A.» (la «Société»), laquelle sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci – après la «Loi») ainsi que par les présents statuts (ci – après les «Statuts»).

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Objet. La société a pour activité la conception, la réalisation et la vente de vêtements. La société aura encore comme activité le Stylisme, le Patronage, la Gradation, la Confection, le Négoce vestimentaire et l'Import-export de textile ainsi que la gestion de marques et brevet.

La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quel-

conques se rattachant directement ou indirectement à son objet, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier organisé par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.

La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à en faciliter l'accomplissement.

Art. 4. Siège social.

4.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg -Ville. Le siège social de la Société pourra être transféré à l'intérieur du la Ville de Luxembourg par une décision du conseil d'administration. Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis au Grand -Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision du conseil d'administration.

4.2. Lorsque le conseil d'administration détermine que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social se sont produits ou sont imminents, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'au moment où les circonstances seront redevenues complètement normales; de telles mesures temporaires ne changent en rien la nationalité de la Société, qui restera luxembourgeoise malgré le transfert temporaire de son siège statutaire.

Art. 5. Capital – Actions.

5.1. Capital. Le capital souscrit de la Société est fixé à EUR 31.000 (trente et un mille Euros) divisé en 31 (trente et une) actions ayant chacune une valeur nominale de EUR 1.000.-(mille Euros) (les «Actions»).

5.2. Actions.

5.2.1. Les Actions seront et resteront nominatives.

5.2.2. La Société reconnaît les personnes au nom desquelles les Actions sont enregistrées dans le registre des actionnaires comme les pleins propriétaires de ces Actions.

5.2.3. Des certificats d'inscription nominatifs seront délivrés aux actionnaires. La cession d'Actions nominatives devra être effectuée par une déclaration de cession inscrite au registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par toutes personnes dûment mandatées à cet effet.

Art. 6. Augmentation de capital.

6.1. Le capital de la Société pourra être augmenté ou réduit par décision des actionnaires adoptée dans les formes requises pour les modifications des présents Statuts, telles que prévues à l'Article 7 ci-après.

6.2. La Société peut racheter ses propres Actions sous les conditions prévues par la Loi.

Art. 7. Assemblées des actionnaires – Général.

7.1. L'actionnaire unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires.

7.2. En cas de pluralité d'actionnaires, chaque assemblée des actionnaires de la Société, régulièrement constituée, représente l'intégralité des actionnaires de la Société.

L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la Société. En particulier, l'assemblée générale des actionnaires sera compétente dans tous les domaines dans lesquels le conseil d'administration, à sa seule discrétion, requiert une approbation formelle de l'assemblée générale des actionnaires.

7.3. Toute assemblée générale des actionnaires sera convoquée conformément à la Loi.

7.4. Chaque Action ordinaire donne droit à une voix. Un actionnaire peut agir à toute assemblée des actionnaires en désignant une autre personne comme mandataire, par écrit, par fax, par télégramme ou par télex.

7.5. Sauf stipulations contraires de la Loi, les décisions prises par l'assemblée générale annuelle ou ordinaire des actionnaires, dûment convoquée seront prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants, indépendamment de la proportion du capital représenté.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier les Statuts dans toutes ses dispositions ne pourra valablement délibérer que si la moitié au moins du capital est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie une nouvelle assemblée des actionnaires peut être convoquée, dans les formes prévues par la Loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée des actionnaires délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les deux assemblées des actionnaires, les résolutions pour être approuvées devront réunir une majorité de deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Néanmoins, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des actionnaires.

7.6. Le conseil d'administration pourra déterminer toutes les autres conditions qui devront être remplies par les actionnaires afin de participer à toute assemblée des actionnaires.

7.7. Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, les actionnaires pourront valablement dispenser de toutes formalités de convocations.

Art. 8. Conseil d'administration.

8.1. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé d'au moins trois administrateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

8.2. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou qu'à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un administrateur unique jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

8.3. Les administrateurs seront désignés lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période de six ans maximum et resteront en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

8.4. Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de cette personne morale.

8.5. Un administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée lors de l'assemblée générale des actionnaires.

8.6. En cas de vacance d'un ou plusieurs postes d'administrateur, pour cause de décès, retraite ou autre, les administrateurs restants pourront désigner dans les trente jours ouvrables suivants, un ou plusieurs successeurs pour palier ces postes vacants, lequel restera en fonction jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires; ou convoquer une assemblée générale des actionnaires pour son remplacement immédiat.

8.7. Les membres du conseil d'administration ne seront pas rémunérés pour leurs services en tant qu'administrateur, sauf s'il en est décidé autrement par l'assemblée générale des actionnaires. La Société pourra rembourser aux administrateurs les dépenses raisonnables survenues lors de l'exécution de leur mandat, y compris les dépenses raisonnables de voyage et de logement survenus lors de la participation à des réunions du conseil d'administration.

Art. 9. Modalités procédurales.

9.1. En cas de pluralité d'administrateurs, le conseil d'administration pourra choisir parmi ses membres, un président et un vice-président. Quelle que soit la composition du conseil d'administration, son Président pourra aussi choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales.

9.2. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de deux administrateurs au lieu indiqué dans la convocation. La convocation contenant l'agenda doit être envoyée par lettre (courrier express ou courrier spécial), par fax, par télégramme, ou par courrier électronique à chaque administrateur au moins 3 (trois) jours ouvrables avant la date prévue de la réunion, sauf dans des circonstances d'urgence, dont la nature devra figurer dans la convocation, il suffira que la convocation soit envoyée au moins 24 heures avant l'heure fixée pour la réunion, par télégramme, fax ou courrier électronique. Cette convocation peut être levée par le consentement donné par écrit, par fax, télégramme ou courrier électronique. Une convocation ne sera pas requise pour les réunions du conseil d'administration tenues à des dates, heures et places précédemment convenues par le conseil d'administration.

9.3. Chaque administrateur peut agir à toute réunion du conseil d'administration en nommant un autre Administrateur, par écrit, par fax, par télégramme ou par courrier électronique, comme son mandataire. L'utilisation d'équipement vidéo et de téléconférence est autorisée et les administrateurs utilisant ces technologies sont présumés être physiquement présents et autorisés à voter.

9.4. En cas de pluralité d'administrateurs, le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité des administrateurs est présente à la réunion du conseil d'administration.

9.5. Les décisions seront prises à la majorité des voix exprimées des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

9.6. Les résolutions écrites signées par l'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par tous les membres du conseil d'administration auront le même effet que celles valablement prises lors d'une réunion du conseil d'administration.

9.7. Dans la perspective des Statuts, «jours Ouvrables» a pour signification tout jour calendrier (autre que samedi et dimanche) pendant lequel les banques sont ouvertes pour affaires à Luxembourg.

Art. 10. Procès-verbaux des conseils d'administration.

10.1. Les résolutions du conseil d'administration seront constatées dans le livre des procès-verbaux de la Société, lesquels seront signés par tous les administrateurs présents à la réunion. La signature de tous administrateurs participant à la réunion par télé ou vidéoconférence sera apposée par la personne ayant reçu instruction à cet effet pendant la vidéoconférence ou la conférence téléphonique.

10.2. Les résolutions prises par l'administrateur unique seront constatées dans le livre des procès-verbaux de la Société.

10.3. Les copies et extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par son administrateur unique ou en cas de pluralité d'administrateurs, par le Président et le secrétaire ou par deux des administrateurs.

Art. 11. Pouvoirs du conseil d'administration.

11.1. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration ou de disposition. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale, tombent sous la compétence du conseil d'administration.

11.2. Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs de gestion journalière et les affaires courantes de la Société ainsi que les pouvoirs de représentation de la Société en relation avec ceux-ci à un des membres du conseil d'administration, qui sera nommé comme administrateur-délégué. Le conseil d'administration pourra en outre conférer des pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes, qui n'ont pas besoin d'être administrateur, afin de nommer et révoquer tous agents et employés et de fixer leurs rémunérations.

11.3. Une telle délégation à un membre du conseil d'administration impose à celui-ci l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués à cet administrateur délégué.

Art. 12. Pouvoirs de représentation. La Société est engagée par la seule signature de l'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux des administrateurs de la Société ou par la signature conjointe ou unique de toute personne à laquelle des pouvoirs de signature a été délégué par le conseil d'administration.

Art. 13. Commissaires aux comptes. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, tel que prévu par la Loi et qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. S'il y a plus d'un commissaire aux comptes, les commissaires aux comptes formeront le conseil des commissaires aux comptes. Les commissaires aux comptes sont nommés par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période de maximum six ans.

Art. 14. Affectation des bénéfices.

14.1. Réserve Légale. Du bénéfice net annuel de la Société, cinq pour cent (5%) seront alloués au compte de la réserve statutaire. Ces allocations cesseront d'être obligatoires dès que, et aussi longtemps que, cette réserve atteindra dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

14.2. Dividendes.

14.2.1. L'assemblée générale des actionnaires, sur recommandation du conseil d'administration, déterminera de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net et pourra déclarer de temps à autre des dividendes ordinaires sans jamais excéder les montants proposés par le conseil d'administration.

14.2.2. Des dividendes intermédiaires pourront être distribués, sous réserve des conditions prévues par la Loi.

Art. 15. Dissolution et Liquidation.

15.1. La Société pourra être dissoute à tout moment en vertu d'une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise dans les formes requises pour les modifications des Statuts.

15.2. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des actionnaires, déterminant en outre leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 16. Loi Applicable. Pour tous les points non réglés aux présents Statuts, les parties se réfèrent et se soumettent à la Loi.

Art. 17. Assemblée générale annuelle.

17.1. L'assemblée générale annuelle des actionnaires sera tenue au siège social de la Société, ou à tout autre endroit à Luxembourg stipulé dans la convocation, le troisième lundi du mois de mai à 14h00.

17.2. Si ce jour n'est pas un Jour Ouvrable, l'assemblée générale annuelle sera tenue le Jour Ouvrable suivant. L'assemblée générale pourra être tenue à l'étranger, si de l'opinion absolue et finale du conseil d'administration, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

17.3. D'autres assemblées des actionnaires, ordinaires ou extraordinaires, pourront être tenues en lieux et places tels que spécifié dans les avis de convocations.

Art. 18. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Dispositions transitoires.

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et prendra fin le 31 décembre 2011.

La première assemblée générale des actionnaires se tiendra en 2012.

Souscription.

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les actions ont toutes été souscrites par la société VILIENT CONSULTING S.A. et libérées à concurrence de 25%, de sorte que la somme de EUR 7.750.-(sept mille sept cent cinquante

euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi que preuve en a été donnée au notaire soussigné par la production d'un certificat bancaire.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ont été dûment accomplies.

Évaluation des frais.

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ mille huit cents Euros.

Assemblée générale extraordinaire.

Le comparant ci-dessus, représentant la totalité du capital souscrit a immédiatement adopté les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à UN (1).
2. Est nommé administrateur:

Monsieur Stéphane DURANT, demeurant professionnellement à Luxembourg, Sauf renouvellement, son mandat viendra à expiration lors de la tenue de l'assemblée générale annuelle de 2012.

3. Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

La société BENOY KARTHEISER MANAGEMENT, établie et ayant son siège social 4547 route d'Arlon, L-1140 Luxembourg,

Sauf renouvellement, son mandat viendra à expiration lors de la tenue de l'assemblée générale annuelle de 2012.

4. Le siège social de la Société est fixé au 79, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. NOEL, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C le 05 avril 2011. Relation: LAC/2011/15768. Reçu soixante-quinze Euros (75,-€).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Luxembourg, le 6 avril 2011.

Référence de publication: 2011050551/221.

(110056236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Goodman Rheinberg I Logistics (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 158.796.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société, en date du 13 avril 2011:

1. Il est mis fin en date du 13 avril 2011 au mandat de gérant à savoir:

a) Mr Paul Huyghe, né le 1^{er} juillet 1970 à Eeklo (Belgique);

2. Le gérant suivant est nommé en date du 13 avril 2011 et cela pour une durée illimitée:

b) Mr Alexander Bignell, né le 05 août 1972 à Amersham (Grande-Bretagne), de résidence professionnelle: 8, rue Heine L-1720 Luxembourg;

- Le conseil de Gérance se compose comme suit:

Mr Daniel Peeters

Mr Alexander Bignell

Mr Dominique Prince

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Lorna Ros

Mandataire

Référence de publication: 2011059649/22.

(110067461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2011.

CLS Sweden S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 125.150.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sandra Calvaruso.

Référence de publication: 2011054031/10.

(110060213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

COMAT, Conter et Cie, Société Anonyme.

Siège social: L-1274 Howald, 10, rue des Bruyères.

R.C.S. Luxembourg B 10.675.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011054035/9.

(110060599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

CROWN Premium Private Equity Buyout, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 89.394.

Les comptes annuels au 31. Dezember 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011054037/10.

(110060362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

MainFirst, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 89.173.

Extrait des décisions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 avril 2011

Composition du Conseil d'administration:

- L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société a pris acte de la démission de Monsieur Andreas Leonhardt, résidant au 57, Torhaus Westhafen Speicherstrasse, D-60325 Frankfurt am Main, de son mandat d'administrateur, avec effet au 31 mars 2011.

- Il a été décidé de réélire M Moritz Pohle, M Daniel Van Hove et M Björn Kogler en date du 28 avril 2011, en tant qu'Administrateurs de la Société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur l'année comptable se terminant le 31 décembre 2011.

Au 28 avril 2011, le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- M Moritz Pohle
- M Daniel Van Hove
- M Björn Kogler

Il a été décidé de renouveler le mandat de KPMG Audit, en tant que réviseur d'entreprises jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur l'année comptable se terminant le 31 décembre 2011.

Pour MainFirst SICAV

Stefan Weyand

Au nom et pour le compte de J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2011062441/25.

(110069138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2011.

CROWN Premium Private Equity III SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 111.558.

Les comptes annuels au 31. Dezember 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011054038/10.

(110060380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

CROWN PREMIUM IV Beteiligungstreuhand S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 137.002.

Les comptes annuels au 31. Dezember 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011054039/10.

(110060370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

CROWN PREMIUM IV Komplementär S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 137.499.

Les comptes annuels au 31. Dezember 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011054040/10.

(110060366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

Aveleos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 153.427.

I. Le siège social du commissaire aux comptes ERNST & YOUNG a changé et est à présent au 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

II. Lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue en date du 15 avril 2011, les actionnaires ont décidé de:

1. de renouveler le mandat des administrateurs suivants:

- Peter Hamacher, avec adresse au 5, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg
- Michel Schaus, avec adresse au 44, rue Principale, L-6990 Rameldange
- Jean Lucius, avec adresse au 66, rue de Luxembourg, L-4002 Esch/Alzette
- Marco Giorgi, avec adresse au 12, Via Burlamacchi, 20139 Milan, Italie
- Igor Akhmerov, avec adresse au 11, Broelberg, 8802 Kilchberg, Suisse

pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant le 31 décembre 2011 et qui se tiendra en 2012.

2. de renouveler le mandat de Ernst & Young, avec siège social au 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, en tant que commissaire aux comptes, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant le 31 décembre 2011 et qui se tiendra en 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 avril 2011.

Référence de publication: 2011061310/24.

(110068628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2011.

Fitness Outlet S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1857 Luxembourg, 94, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 160.090.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendelf, den vierten April;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg);

SIND ERSCHIENEN:

1) Herr Ralf Michael LANGER, Informatiker, geboren in Berlin (Bundesrepublik Deutschland), am 24. November 1966, wohnhaft in D-13509 Berlin, Ernststrasse, 27 (Bundesrepublik Deutschland).

2) Frau Evgenija LANGER, diplomierte Fremdsprachenlehrerin, geboren in Minsk (Belarus), am 2. Februar 1977, wohnhaft in D-13509 Berlin, Ernststrasse, 27 (Bundesrepublik Deutschland).

Beide sind hier vertreten durch Herrn Guy LANNERS, Buchprüfer, beruflich wohnhaft in L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse, auf Grund von zwei ihm erteilten Vollmachten unter Privatschrift; welche Vollmachten vom Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar "ne varietur" unterschrieben, bleiben der gegenwärtigen Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche Komparenten, vertreten wie hiavor erwähnt, den amtierenden Notar ersuchen die Statuten einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche sie hiermit gründen, zu beurkunden wie folgt:

Art. 1. Es wird hiermit zwischen den vorgenannten Parteien und allen anderen physischen oder moralischen Personen, welche später Gesellschafter werden können, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet unter der Bezeichnung "Fitness Outlet S.à r.l.".

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Luxembourg.

Er kann durch einfachen Beschluss der Gesellschafterversammlung in jede andere Ortschaft innerhalb des Großherzogtums Luxemburgs verlegt werden. Die Gesellschaft kann Zweigstellen oder Niederlassungen in jeden anderen Ortschaften des Landes oder im Ausland errichten.

Art. 3. Gegenstand der Gesellschaft ist, sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland Grosshandel und Einzelhandel (Import + Export) mit Sportgeräten, Sporternährung, Sportbekleidung, Wellnesszubehör und Sportzubehör, sowie Hosting von Internetseiten, Suchmaschinen Optimierung (SEO) und E-Commerce.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Im Allgemeinen kann die Gesellschaft alle industriellen, kommerziellen, finanziellen, beweglichen oder unbeweglichen Handlungen ausüben, die sich direkt oder indirekt auf vorgenannte Geschäfte beziehen oder die deren Verwirklichung erleichtern können.

Art. 4. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 5. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,-EUR), eingeteilt in einhundert (100) Anteile zu je hundertfünfundzwanzig Euro (125,-EUR) in voller Höhe einbezahlt.

Art. 6. Jeder Anteil berechtigt zur proportionalen Beteiligung an den Aktiva der Gesellschaft und an den Gewinnen.

Art. 7.

a) Übertragung unter Lebenden:

Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen unter Gesellschaftern ist frei.

Die Gesellschaftsanteile können nur unter Lebenden an Dritte übertragen werden, mit dem gegebenen Einverständnis der Gesellschafter in einer Gesellschafterversammlung welche wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

b) Übertragung im Sterbefall:

Die Gesellschaftsanteile können im Sterbefall nur an Dritte übertragen werden, mit dem Einverständnis der Gesellschafter welche wenigstens drei Viertel der Rechte der Überlebenden darstellen.

Des Weiteren, sind die Artikel 189 und 190 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die kommerziellen Gesellschaften, sowie dies abgeändert wurde, anwendbar.

Art. 8. Die Gesellschaft erlischt weder durch den Tod, noch die Entmündigung, den Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters.

Art. 9. Gläubiger, Berechtigte und Erben eines verstorbenen Gesellschafters können nie einen Antrag auf Siegelanlegung am Gesellschaftseigentum oder an den Gesellschaftsschriftstücken stellen, oder sich auf irgendeine Weise in die Ge-

schaftsführung einmischen; zur Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich an die von der Gesellschaft aufgestellten Werte und Bilanzen, sowie an die Entscheidungen halten, welche von den Gesellschafterversammlungen getroffen werden.

Art. 10. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer, Gesellschafter oder Nichtgesellschafter, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt und jederzeit abrufbar sind, geleitet und verwaltet. Die Gesellschafterversammlung legt ihre Befugnisse, ihre Entlohnung sowie die Dauer ihres Mandates fest.

Der Geschäftsführer kann Bevollmächtigte ernennen welche, im Namen und für Rechnung der Gesellschaft, im Rahmen ihrer in ihrer Ernennung festgesetzten Befugnisse, handeln.

Falls nicht anders bestimmt, haben der oder die Geschäftsführer die ausgedehntesten Befugnisse im Namen und für Rechnung der Gesellschaft in allen Umständen zu handeln, und alle notwendigen oder nützlichen Handlungen im Rahmen der Erfüllung des Gesellschaftszweckes vorzunehmen.

Art. 11. Der oder die Gesellschafter, gehen, bei der Ausübung ihres Amtes keine persönlichen Verpflichtungen bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft ein; als einfache Mandatare sind nur für die ordnungsgemäße Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 12. Wenn die Gesellschaft nur einen Gesellschafter begreift, so hat dieser alleinige Gesellschafter alle Befugnisse die das Gesetz der Gesellschafterversammlung gibt. Die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters wie vorerwähnt werden in ein Protokollbuch eingetragen oder schriftlich niedergelegt.

Des Weiteren, werden die Verträge welche zwischen dem alleinigen Gesellschafter und der Gesellschaft welche von ihm vertreten wird, abgeschlossen sind, von ihm in einen Protokoll niedergeschrieben oder schriftlich festgehalten. Diese Bestimmung bezieht sich nicht auf die üblichen Geschäfte welche unter normalen Bedingungen abgeschlossen werden.

Art. 13. Jeder Gesellschafter kann an den Gesellschaftsbeschlüssen teilnehmen, egal über wie viele Stimmen er verfügt. Jeder Gesellschafter hat soviel Stimmen wie er Gesellschaftsanteile besitzt. Jeder Gesellschafter kann sich aufgrund einer Vollmacht an den Versammlungen rechtsgültig vertreten lassen.

Art. 14. Die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung sind nur rechtswirksam wenn sie von Gesellschafter angenommen werden, die eine Mehrheit des Gesellschaftskapitals vertreten. Jedoch, Beschlüsse betreffend die Abänderung der Statuten sind nur rechtswirksam wenn sie von einer Mehrheit der Gesellschafter angenommen werden die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Art. 15. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen ein Inventar mit den Aktiva und Passiva der Gesellschaft sowie den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung.

Der oder Die Gesellschafter können am Gesellschaftssitz Einsicht in das Inventar und den Jahresabschluss nehmen.

Art. 16. Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar. Fünf (5%) Prozent des Reingewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt bis diese zehn Prozent des Stammkapitals erreicht hat.

Der verbleibende Gewinn steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Jedoch können die Gesellschafter mit einer Mehrheit wie vom Gesetz festgelegt, bestimmen, dass der Gewinn, nach Abzug der Rücklage, weitergeführt wird oder einer aussergewöhnliche Rücklage zugeführt wird.

Art. 17. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden und abrufbar sind, gemäß Artikel 142 des Gesetzes vom 10. August 1915.

Art. 18. Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Kompargenten auf die gesetzlichen Bestimmungen.

Übergangsbestimmung

Als Abweichung, beginnt das erste Geschäftsjahr heute und endet am 31. Dezember 2011.

Zeichnung und Einzahlung

Nach Feststellung der Statuten, wie vorstehend erwähnt, sind die einhundert (100) Anteile gezeichnet worden wie folgt:

1) Herr Ralf Michael LANGER, vorgeannt, fünfundzwanzig Anteile,	25
2) Frau Evgenija LANGER, vorgeannt, fünfundsiebzig Anteile,	75
Total: hundert Anteile,	100

Sämtliche Anteile sind voll in bar eingezahlt worden, so dass der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur freien Verfügung steht, so wie es dem amtierenden Notar, welcher dies ausdrücklich festgestellt.

Beschlussfassung der Gesellschafter

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft, haben die vorgenannten Komparenten, welche das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertreten, als Gesellschafter einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1857 Luxemburg, 94, rue du Kiem.
2. Herr Ralf Michael LANGER, Informatiker, geboren in Berlin (Bundesrepublik Deutschland), am 24. November 1966, wohnhaft in D-13509 Berlin, Ernststrasse, 27 (Bundesrepublik Deutschland), wird, auf unbestimmte Dauer, zum Geschäftsführer ernannt.
3. Die Gesellschaft wird rechtmäßig und in allen Umständen und ohne Einschränkungen durch die Einzelunterschrift des Geschäftsführers verpflichtet.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, beläuft sich auf ungefähr neunhundert Euro.

Notarielle Bescheinigung

Die Gesellschaft und ihre Satzung erfüllen nach Form und Inhalt die anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen hinsichtlich der Handelsgesellschaften, insbesondere jene bezüglich der Gesellschaften mit beschränkter Haftung.

Gemäß den derzeit im Großherzogtum Luxemburg gültigen rechtlichen Bestimmungen und Vorschriften und in Übereinstimmung mit dem vertragsrechtlichen Prinzip, dass Verträge, die vor einem Notar geschlossen werden, unmittelbar in Kraft treten, existiert die besagte Gesellschaft und erlangt ihre Rechtspersönlichkeit mit dem Datum der Unterzeichnung dieses notariellen Gründungsaktes als Körperschaft und juristische Person, in Abgrenzung von ihren Gesellschaftern, und zwar vor Erfüllung sämtlicher Registrierungs- und Veröffentlichungsformalitäten bei dem Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburgs und dem offiziellen Amtsblatt Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Mithin ist die Gesellschaft mit sofortiger Wirkung als Gesellschaft luxemburgischen Rechtes rechtswirksam gegründet.

Anmerkung

Der Notar hat die Komparenten darauf aufmerksam gemacht, dass vor Aufnahme jeder kommerziellen Tätigkeit der hiermit gegründeten Gesellschaft, diese, in Bezug auf den Gesellschaftszweck, im Besitz einer vorschriftsmäßigen Handelsermächtigung, sein muss, was die Komparenten ausdrücklich anerkennen.

WORÜBER die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg, an dem oben angegebenen Tag, erstellt wurde.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der Komparenten, namens handelnd wie hiervor erwähnt, dem instrumentierenden Notar nach Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: G. LANNERS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 avril 2011. LAC/2011/16220. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur p.d. (signé): Tom BENNING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 8 avril 2011.

Référence de publication: 2011050307/144.

(110055954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

U.A.I. (Luxembourg) I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 105.893.

EXTRAIT

En date du 20 avril 2011, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

1. La démission de Marjoleine van Oort, en tant que gérant de la société, est acceptée avec effet immédiat.
2. Ivo Hemelraad, né le 12 octobre 1961 à Utrecht, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.
3. Suite aux résolutions 1-2 de l'associé unique, le conseil de gérance est composé comme suit:
 - Ivo Hemelraad, gérant,
 - Troy Santora, gérant.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 21 avril 2011.

Référence de publication: 2011055912/18.

(110062530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

CROWN PREMIUM Private Equity IV S.C.S., SICAF-FIS, Société en Commandite simple sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 137.939.

Les comptes annuels au 31. Dezember 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011054041/11.

(110060374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

Boss Concept IPC Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 60.666.

Auszug aus dem Protokoll Ordentliche Generalversammlung

Die Ordentliche Generalversammlung der Boss Concept IPC Sicav vom 4. Mai 2011 hat folgende Beschlüsse gefasst:

...

TOP 4 Zur Wahl als Verwaltungsrat stellen sich

Herr Bernhard Singer, Vorsitzender

Herr Uwe Gillen, Mitglied

Herr Wolfgang Steilen, Mitglied

Alle Herren mit Berufsadresse: 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen.

Die genannten Herren werden einstimmig von den Aktionären bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2012 in den Verwaltungsrat gewählt.

Die Aktionäre beschließen einstimmig PricewaterhouseCoopers S.à r.l, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2012, als Wirtschaftsprüfer wieder zu wählen.

...

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 4. Mai 2011.

Für Boss Concept IPC Sicav

DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2011061336/24.

(110068698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2011.

Best-Pressing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1278 Luxembourg, 2, rue Tony Bourg.

R.C.S. Luxembourg B 58.086.

Il résulte d'un acte de cession de parts sociales du 10 décembre 2010 que

- Monsieur Joseph Zimer, demeurant à L-5290 Neuhäusgen, 39 Rue Principale, a cédé 250 parts sociales dans la société BEST-PRESSING S.à r.l. à Madame Marie-Laure Blad-Kiffer, demeurant à F-57330 Roussy le Village, 66 Grand-Rue;

- Madame Jeanny Rollinger, demeurant à L-5290 Neuhäusgen, 39 Rue Principale, a cédé 50 parts sociales dans la société BEST-PRESSING S.à r.l. à Madame Marie-Laure Blad-Kiffer, demeurant à F-57330 Roussy le Village, 66 Grand-Rue;

- Madame Jeanny Rollinger, demeurant à L-5290 Neuhäusgen, 39 Rue Principale, a cédé 200 parts sociales dans la société BEST-PRESSING S.à r.l. à Monsieur Régis Blad, demeurant à F-57330 Roussy le Village, 66 Grand-Rue;

Après les cessions ci-avant décrites, le capital de la société se trouve réparti comme suit:

1.- Madame Marie-Laure Blad-Kiffer, demeurant à F-57330 Roussy le Village, 66 Grand-Rue,	
trois cents parts sociales	300
2.- Monsieur Régis Blad, demeurant à F-57330 Roussy le Village, 66 Grand-Rue, deux cent parts sociales	200
Total: cinq cents parts sociales	500

Luxembourg, le 14 avril 2011.

Marie-Laure Blad-Kiffer.

Référence de publication: 2011060461/20.

(110066899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2011.

Dachstein S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 115.721.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sandra Calvaruso.

Référence de publication: 2011054043/10.

(110060215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

DWS Access S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 134.767.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011054046/10.

(110060669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

Elégance, Société Anonyme.

Siège social: L-5867 Fentange, 3, Ceinture Beau Site.

R.C.S. Luxembourg B 96.438.

Les comptes annuels arrêtés au 31/12/09 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Elegance
Société Anonyme
3, ceinture Beau Site
L-5867 Fentange
Signature

Référence de publication: 2011054049/14.

(110060410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

Europe Ingénierie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9647 Doncols, 14, Chemin des Douaniers.

R.C.S. Luxembourg B 114.395.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011054051/10.

(110060672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

Frohboesestrasse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 110.124.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sandra Calvaruso.

Référence de publication: 2011054055/10.

(110060256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

Garivet S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 113.018.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sandra Calvaruso.

Référence de publication: 2011054056/10.

(110060260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

Grossglockner S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 115.722.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sandra Calvaruso.

Référence de publication: 2011054058/10.

(110060261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

Gremir S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 14.109.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011054060/10.

(110060726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

Lexi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 57.956.

Lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 12 avril 2011, les actionnaires ont décidé de:

1. renouveler le mandat d'administrateur de Patrice Cavois, avec adresse au 238, Rue du Quesne, 59700 Marcq-en-Baroeul, France pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2011 et qui se tiendra en 2012.

2. nommer Yannick Poos avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de président du conseil d'administration pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2011 et qui se tiendra en 2012.

3. ne pas renouveler le mandat d'administrateur de Gérard Becquer avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

4. nommer Franck Doineau avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat d'administrateur avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2011 et qui se tiendra en 2012.

5. renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers, avec siège social au 400, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg en tant que réviseur d'entreprises agréé pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2011 et qui se tiendra en 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2011.

Référence de publication: 2011061560/24.

(110068626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2011.

Haydn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 115.745.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sandra Calvaruso.

Référence de publication: 2011054061/10.

(110060379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

ABC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 113.484.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011054177/9.

(110061273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2011.

Baker Tilly Luxembourg Audit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 119, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 159.863.

STATUTS

L'an deux mille onze, le vingt-cinq février.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster,

Ont comparu:

1. La société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois INTERAUDIT, ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 119 Avenue de la Faïencerie, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 29501, dûment représentée par Messieurs Edward KOSTKA et Vincent DOGS,

2. Madame Murielle BADOUX, expert-comptable, née à Bastogne (Belgique) le 7 février 1967, demeurant à L-5681 Dalheim, 6 Om Flourer,

3. Monsieur Olivier BIREN, réviseur d'entreprises agréé, né à Braine-l'Alleud (Belgique) le 5 mai 1973, demeurant à B-6780 Hondelange, 89 rue des Rochers,

4. Monsieur Vincent DOGS, administrateur de sociétés, né à Dudelange (Luxembourg) le 24 avril 1964, demeurant à L-3430 Dudelange, 10 rue Ry Boissaux,

5. Monsieur Edward KOSTKA, réviseur d'entreprises agréé, né à Buenos Aires (Argentine) le 15 janvier 1951, demeurant à L-7521 Mersch, 55 rue des Champs,

tous cinq (5) ici représentés aux fins des présentes par Madame Laure SINESI, employée privée, demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121 avenue de la Faïencerie, en vertu de cinq procurations sous seing privé lui délivrées.

Lesquelles procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le notaire et les comparants, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Lesquels comparants représentés comme pré-indiqué, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société adopte la dénomination de «Baker Tilly Luxembourg Audit S.à r.l.».

Art. 3. La Société a pour objet, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, l'exécution de toutes missions se rattachant directement ou indirectement à l'exercice, à titre indépendant, des professions d'expert-comptable, de réviseur d'entreprises et de réviseur d'entreprises agréé, tel que notamment défini dans la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit.

Elle peut effectuer toutes opérations à caractère fiduciaire et, plus généralement, entreprendre toutes autres activités susceptibles de favoriser cet objet, à l'exclusion de toutes activités commerciales.

Elle pourra acquérir, gérer, mettre en valeur et aliéner des participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Par ailleurs, la Société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement. Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant. Elle pourra acquérir, gérer, mettre en valeur et aliéner des immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, et dans les limites légales, réglementaires et déontologiques, la Société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital social est fixé à EUR 12.500.- (douze mille cinq cents EUROS) représenté par 500 (cinq cents) parts sociales de EUR 25.- (vingt-cinq EUROS) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi modifiée sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

La Société pourra acquérir ses propres parts à condition qu'elles soient annulées et le capital réduit proportionnellement.

Art. 7. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la Société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sociales sont transmises soit à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

Dans l'hypothèse d'une transmission de parts sociales pour cause de mort à un non-associé qui n'aurait pas été agréé par l'assemblée générale des associés, ces derniers seront alors tenus, dans le délai de trois mois à compter de la notification de leur refus, de faire acquérir les parts sociales dont la cession est projetée dans l'ordre de priorité suivant:

- soit par les associés restants, qui possèdent un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant, étant précisé que le droit de préemption non exercé par un ou plusieurs associés échoit proportionnellement aux autres associés;
- soit par un tiers agréé par eux;
- soit par la Société elle-même, lorsqu'elle remplit les conditions exigées pour l'acquisition par une société de ses propres titres.

Art. 9. A côté de son apport, chaque associé pourra, avec l'accord préalable des autres associés, faire des avances en compte-courant de la Société. Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'associé, qui a fait l'avance, et la Société. Elles porteront intérêt à un taux fixé par l'assemblée générale des associés à une majorité des deux tiers. Ces intérêts seront comptabilisés comme frais généraux.

Les avances accordées par un associé dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'associé sera reconnu comme créancier de la Société en ce qui concerne ce montant et les intérêts.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société. En cas de décès d'un associé, la Société sera continuée entre les associés survivants et les héritiers légaux.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 12. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Les pouvoirs d'un gérant seront déterminés par l'assemblée générale lors de sa nomination. Le mandat de gérant lui est confié jusqu'à révocation par l'assemblée des associés délibérant à la majorité des voix.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir les affaires de la Société et pour représenter la Société judiciairement et extrajudiciairement.

Le ou les gérants peuvent nommer des fondés de pouvoir de la Société, qui peuvent engager la Société par leurs signatures individuelles, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

Art. 13. Tout gérant ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle, quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle,
- ces comptes doivent montrer un profit suffisant, bénéfices reportés inclus,
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 15. L'exercice social court du premier janvier au trente-et-un décembre.

Art. 16. Chaque année, au trente-et-un décembre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont leur approbation.

Art. 18. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5 %) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 19. En cas de dissolution de la Société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par la gérance ou par toute personne désignée par les associés.

La liquidation de la Société terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent.

Des pertes éventuelles sont réparties de la même façon, sans qu'un associé puisse cependant être obligé de faire des paiements dépassant ses apports.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Art. 21. Tous les litiges, qui naîtront pendant la liquidation de la Société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre le ou les gérants et la Société, seront réglés, dans la mesure où il s'agit d'affaires de la Société, par arbitrage conformément à la procédure civile.

Disposition transitoire

Le premier exercice commencera aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2011.

Souscription et Libération des parts sociales

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les comparants dûment représentés, déclarent souscrire à l'entière du capital de la Société comme suit:

- INTERAUDIT préqualifiée, deux-cents parts sociales	200
- Madame Murielle BADOUX préqualifiée, soixante-quinze parts sociales	75
- Monsieur Olivier BIREN préqualifié, soixante-quinze parts sociales	75
- Monsieur Vincent DOGS préqualifié, soixante-quinze parts sociales	75
- Monsieur Edward KOSTKA préqualifié, soixante-quinze parts sociales	75
Total: cinq-cents parts sociales	500

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de 12'500,- (douze mille cinq cents EUROS) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Évaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève à environ 1.150,- EUR.

Assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, les comparants associés représentés comme pré-indiqué, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et en toute connaissance de l'ordre du jour, ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité des voix:

Première résolution

Sont nommés gérants de la Société pour une durée déterminée, soit jusqu'au 31 décembre 2012, qui pourra être renouvelée par décision de l'assemblée générale des associés:

- Monsieur Olivier BIREN, réviseur d'entreprises agréé, né à Braine-l'Alleud (Belgique) le 5 mai 1973, demeurant à B-6780 Hondelange, 89 rue des Rochers, avec le pouvoir d'engager la Société en toutes circonstances par sa seule signature pour toutes les activités techniques liées à la profession de réviseur d'entreprises et de réviseur d'entreprises agréé;

- Madame Murielle BADOUX, expert-comptable, née à Bastogne (Belgique) le 7 février 1967, demeurant à L-5681 Dalheim, 6 Om Flouer, avec le pouvoir d'engager la Société en toutes circonstances par sa seule signature pour toutes les activités techniques liées à la profession d'expert-comptable.

Les affaires administratives de la Société nécessiteront la signature conjointe des gérants.

La qualité de gérant se perdra automatiquement en cas de démission de l'un des gérants au sein d'INTERAUDIT ou de Baker Tilly Luxembourg Audit S.à r.l., d'incapacité prolongée d'exercice du mandat ou à la suite de départ en retraite.

Deuxième résolution

Le siège social est établi à L-1511 Luxembourg, 119, Avenue de la Faïencerie. Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue française suivie d'une version anglaise et qu'à la demande des mêmes comparantes, en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, la version française primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Suit la version anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and eleven, on the twenty fifth day of February.

before Me Jean SECKLER, notary residing in Junglinster,

There appeared the following:

1. INTERAUDIT, a private limited liability company incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-1511 Luxembourg, 119 Avenue de la Faïencerie, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 29501, duly represented hereby by Mr Edward KOSTKA and Mr Vincent DOGS,

2. Mrs. Murielle BADOUX, chartered accountant ("expert-comptable"), born on 7 February 1967 at Bastogne (Belgium) le 7 février 1967, residing at L-5681 Dalheim, 6 Om Flouer,

3. Mr. Olivier BIREN, recognized independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé"), born on 5 May 1973 at Braine-l'Alleud (Belgium), residing at B-6780 Hondelange, 89 rue des Rochers,

4. Mr. Vincent DOGS, director of companies, born on 24 April 1964 at Dudelange (Luxembourg), residing at L-3430 Dudelange, 10 rue Ry Boissaux,

5. Mr. Edward KOSTKA, recognized independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé"), born on 15 January 1951 at Buenos Aires (Argentina), residing at L-7521 Mersch, 55 rue des Champs,

all five (5) here represented by Mrs Laure SINESI, private employee, with professional residence at L-1511 Luxembourg, 121 Avenue de la Faiencerie, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of five private powers of attorney delivered to her.

Such proxies having been signed «ne varietur» by the notary and the appearing parties, will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, represented as above stated, have requested the undersigned notary to draw up the following articles of incorporation of a private limited liability company which they form between themselves:

Art. 1. Among the owners of the shares hereinafter issued and those which might be issued later on, there is hereby established a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "Company") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended and by the present articles of incorporation.

Art. 2. The Company's name is «Baker Tilly Luxembourg Audit S.à r.l.».

Art. 3. The Company's purpose is the execution, in Luxembourg or abroad, of any mandates being connected directly or indirectly with the exercise, with the independent title, of the profession of chartered accountant's ("expert-comptable") as well as independent auditor ("réviseur d'entreprises") and as recognized independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé"), such as defined in particular in the law of December 18th, 2009 relative to the audit profession.

The Company may carry out all fiduciary activities and, more generally, carry out all activities which are favourable to its purpose, by excluding however all commercial activities.

It may acquire, manage, enhance and dispose of participations in whichever form in domestic and foreign companies. It may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation.

Furthermore, the Company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise. It may also acquire, enhance and dispose of patents and licences as well as rights deriving therefrom or supplementing them. In addition, the Company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the Company may carry out, within the legal, regulatory and ethical limits, all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.

Art. 4. The registered office is established in Luxembourg. It may be transferred to any other place of the Grand Duchy of Luxembourg by simple decision of the shareholders.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the Company's nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the Company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

Art. 5. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 6. The corporate capital of the Company is set at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euro) represented by 500 (five hundred) shares of EUR 25.- (twenty-five) each.

When and as long as all the shares are held by one person, the Company is a one person company in the sense of article 179 (2) of the amended law concerning trade companies; in this case, the articles 200-1 and 200-2 among others of the same law are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the Company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders' meeting are not applicable.

The Company may acquire its own shares provided that they are cancelled and the capital reduced proportionally.

Art. 7. The shares are indivisible with respect to the Company, which recognizes only one owner per share. If a share is owned by several persons, the Company is entitled to suspend the related rights until one person has been designated as being with respect to the Company the owner of the share. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor. Nevertheless, the voting rights attached to the shares encumbered by usufruct are exercised by the usufructuary only.

Art. 8. The shares are freely transferable between the shareholders. The transfer of shares inter vivos to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital.

In the event of death, the transfer of shares of the deceased shareholder to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital belonging to the survivors.

This approval is not required when the shares are transferred either to heirs compulsorily entitled to a portion of the estate or to the surviving spouse.

In the hypothesis of a transfer of shares of the deceased shareholder to third parties who would not have been approved by the general shareholders' meeting, shareholders have, within a three month period of time as from the refusal notification, to make acquire the shares to be transferred in the following priority order:

- either by remaining shareholders, who own a preemption right proportional to their shareholding in the remaining share capital, being precised that the preemption right non exercised by one or several shareholders is proportionally granted to the other shareholders;
- either by a third party approved by them;
- either by the Company itself if it fulfils the conditions required for the acquisition by a company of its own shares.

Art. 9. Apart from his capital contribution, each shareholder may with the previous approval of the other shareholders make cash advances to the Company through the current account. The advances will be recorded on a specific current account between the shareholder who has made the cash advance and the Company. They will bear interest at a rate fixed by the general shareholders' meeting with a two third majority. These interests are recorded as general expenses.

The cash advances granted by a shareholder in the form determined by this article shall not be considered as an additional contribution and the shareholder will be recognized as a creditor of the Company with respect to the advance and interests accrued thereon.

Art. 10. The death, the declaration of minority, the bankruptcy or the insolvency will not put an end to the Company. In case of the death of a shareholder, the Company will survive between his legal heirs and the remaining shareholders.

Art. 11. The creditors, assigns and heirs of the shareholders may neither, for whatever reason, affix seals on the assets and the documents of the Company nor interfere in any manner in the management of the Company. They have to refer to the Company's inventories.

Art. 12. The Company is managed and administered by one or several managers, whether shareholders or third parties. The power of a manager is determined by the general shareholders' meeting when he is appointed. The mandate of manager is entrusted to him until his dismissal by the general shareholders' meeting deliberating with a majority of votes.

The manager(s) has (have) the broadest power to deal with the company's transactions and to represent the Company in and out of court.

The manager(s) may appoint attorneys of the company, who are entitled to bind the Company by their sole signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

Art. 13. No manager enters into a personal obligation because of his function and with respect to commitments regularly contracted in the name of the Company; as an agent, he is liable only for the performance of his mandate.

Art. 14. The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital. Nevertheless, decisions amending the articles of association can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarter of the corporate capital.

Interim dividends may be distributed under the following conditions:

- interim accounts are drafted on a quarterly or semi-annual basis,
- these accounts must show a sufficient profit including profits carried forward,
- the decision to pay interim dividends has to be taken by an extraordinary meeting of the shareholders.

Art. 15. The Company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December.

Art. 16. Each year, as of the thirty-first day of December, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders.

Art. 17. Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the company during the fifteen days preceding their approval.

Art. 18. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the Company.

Each year five percent (5%) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reason the latter has been touched. The balance is at the shareholders' free disposal.

Art. 19. In the event of the dissolution of the Company for whatever reason, the liquidation will be carried out by the management or any other person appointed by the shareholders.

When the Company's liquidation is closed, the Company's assets will be distributed to the shareholders proportionally to the shares they are holding.

Losses, if any, are apportioned similarly, provided nevertheless that no shareholder shall be forced to make payments exceeding his contribution.

Art. 20. With respect to all matters not provided for by these articles of association, the shareholders refer to the legal provisions in force.

Art. 21. Any litigation which will occur during the liquidation of the Company, either between the shareholders themselves or between the manager(s) and the Company, will be settled, insofar as the Company's business is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure.

Transitory provision

The first fiscal year will begin now and will end on December 31, 2011.

Subscription and Payment of shares

The articles of association having been drawn up, the appearing parties declare to subscribe the whole on five hundred (500) shares as follows:

- INTERAUDIT prenamed, two hundred shares	200
- Mrs Murielle BADOUX prenamed, seventy-five shares	75
- Mr. Olivier BIREN prenamed, seventy-five shares	75
- Mr. Vincent DOGS prenamed, seventy-five shares	75
- Mr. Edward KOSTKA prenamed, seventy-five shares	75
Total: five hundred shares shares	500

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately EUR 1,150.-.

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above named shareholders representing the entire corporate capital, and considering themselves as duly convoked, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and with full knowledge of the agenda, have taken the following resolutions by unanimous vote:

First resolution

Are appointed as managers of the Company for a limited time period that is until 31 December 2012, which can be renewed by decision of the general shareholders meeting:

- Mr. Olivier BIREN, recognized independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé"), born on 5 May 1973 at Braine-l'Alleud (Belgium), residing at B-6780 Hondelange, 89 rue des Rochers, with power to bind the Company under all circumstances by its sole signature for all technical activities linked to the profession of independent auditor and recognized independent auditor;

- Mrs. Murielle BADOUX, chartered accountant ("expert-comptable"), born on 7 February 1967 at Bastogne (Belgium) le 7 février 1967, residing at L-5681 Dalheim, 6 Om Flourer, with power to bind the Company under all circumstances by its sole signature for all technical activities linked to the chartered accountant profession.

The current administrative affairs of the Company will require the joint signatures of the managers.

The manager status will be automatically lost in case of dismissal of one of the managers from INTERAUDIT or Baker Tilly Luxembourg Audit S.à r.l., of extended inability to exercise his mandate or of retirement

Second resolution

The registered office of the Company is established at L-1511 Luxembourg, 119 Avenue de la Faïencerie.

The undersigned notary, who understands and speaks French and English, states herewith that on request of the above-appearing party, the present deed is worded in French followed by an English version; on request on the same appearing party and in case of any conflict in meaning between the French and the English text, the French version shall prevail.

Whereof, the present deed was drawn up, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, the latter signed together with the notary the present deed.

Signé: Laure SINESI, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 04 mars 2011. Relation GRE/2011/926. Reçu soixante-quinze euros 75,00- €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 17 mars 2011.

Référence de publication: 2011044254/351.

(110050406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2011.

Meandros Real Estate Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 93.206.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 décembre 2009

Sixième résolution:

L'assemblée accepte la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes en place de la Société.

Neuvième résolution:

L'assemblée décide de nommer les personnes suivantes en qualité d'administrateur:

- Philippos Philippou, né à Nissou, Nicosie (Chypre) le 20.09.1961, demeurant au 1, Costakis Pantelides Avenue 1010 Nicosie, République de Chypre;
- Charalambos Chadjiyianguou, né à Athènes (Grèce) le 17.5.1978, demeurant au 1, Costakis Pantelides Avenue 1010 Nicosie, République de Chypre;
- Dimitrios P. Tsakos, né à Kardamyla (Grèce), le 03.06.1939 demeurant au 9, Spetson Street, Ag. Paraskevi, GR

Dixième résolution:

L'assemblée décide de nommer MOORE STEPHENS LLP, Nicosie, Chypre, en qualité de commissaire aux comptes de la Société siégeant à Iris Tower, 6th Floor, Corner Makarios Avenue & Agapinor Str. - P.O. Box 24656 - 1302 Nicosie, République de Chypre - inscrite sous n° S 8562 auprès du registre de la République de Chypre.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MEANDROS REAL ESTATE HOLDING SA

Société Anonyme

Référence de publication: 2011061595/24.

(110069297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2011.

NPN II Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 159.951.

STATUTES

In the year two thousand and eleven on the thirty-first of March.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem (Luxembourg).

There appeared:

"Nova Polonia Natexis II LP", a Limited partnership, having its registered office at La Motte Chambers, St Helier, Jersey JE1 1BJ, registered with the Central Register of all companies and limited partnerships in England and Wales under number LP011514,

here represented by M. Eric BIREN, company director, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 29 March 2011.

Said proxy, initialed ne varietur by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in his hereabove stated capacities, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which he declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established by the current owner of the shares created hereafter and among all those who may become partners in future, a private limited company ("société à responsabilité limitée") (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner

as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial or intellectual property activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of “NPN II Investments S.à r.l.”.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the manager or, in case of several managers, by the board of managers.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the manager or, in case of several managers, by the board of managers.

In the event that the manager or the board of managers determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

B. Share Capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty-five euros (EUR 25.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of partners representing three-quarters of the share capital at least.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among partners. Any inter vivos transfer to a new partner is subject to the approval of such transfer given by the other partners, at a majority of three-quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased partner may only be transferred to new partners subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three-quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

C. Management

Art. 11. The Company is managed by one or several managers, who need not be partners.

In dealing with third parties, the manager, or in case of several managers, the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose. The manager(s) is (are) appointed by the sole partner, or as the case may be, the partners, who fix (es) the term of its/their office. He (they) may be dismissed freely at any time by the sole partner, or as the case may be, the partners.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, officer or employee of such other company or firm.

The Company will indemnify the Company's managers and shareholders, the Advisor (if any) and their respective affiliates (including their managers, officers, employees and agents) (an "Indemnified Person") against liabilities, losses, damages, costs and expenses, including reasonable legal fees, incurred by them or threatened against them by reason of their activities on behalf of the Company to the extent such liabilities, costs and expenses do not arise as a result of the Indemnified Person's negligence, bad faith, fraud or wilful default. Each Indemnified Person will not be liable to the Company for any liabilities, losses, damages, costs and expenses, including reasonable legal fees, incurred by reason of their activities on behalf of the Company except where such liabilities, costs and expenses arise as a result of the Indemnified Person's negligence, bad faith, fraud or wilful default.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one, by individual signature of any manager.

Art. 12. In case of several managers, the Company is managed by a board of managers which shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be waived by consent in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. A separate notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

No notice shall be required in case all the members of the board of managers are present or represented at a meeting of such board of managers or in the case of resolutions in writing approved and signed by all the members of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 14. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 15. The manager(s) do(es) not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

Art. 16. The manager or the board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager or the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

D. Decisions of the sole partner - Collective decisions of the partners

Art. 17. Each partner may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each partner is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

The partners may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of partners representing three-quarters of the share capital at least.

Art. 19. In the case of a sole partner, such partner exercises the powers granted to the general meeting of partners under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual Accounts - Distribution of profits

Art. 20. The Company's year commences on January 1st, and ends on December 31st of the same year.

Art. 21. Each year on December 31st, the accounts are closed and the manager(s) prepare(s) an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Five per cent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the partners.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not be partners, and which are appointed by the general meeting of partners which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the partners in proportion to the shares of the Company held by them.

Art. 24. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The five hundred (500) shares have been subscribed by "Nova Polonia Natexis II LP", prenamed.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31st, 2011.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand euro.

Resolutions of the sole partner

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering himself as fully convened, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The following persons are appointed managers of the Company for an indefinite period:
 - Mr Vincent GOY, with professional address at 68-70 boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg,
 - Mr Denzil BOSCHAT, with professional address in La Motte Chambers, St Helier, Jersey, JE1 1BJ.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le trente et un mars.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

«Nova Polonia Natexis II LP», un "Limited partnership", ayant son siège social La Motte Chambers, St Helier, Jersey JE1 1BJ, enregistrée auprès du Registre Central de toutes les compagnies et «Limited Partnership in England and Wales» sous le numéro LP011514,

ici représentée par Monsieur Eric BIREN, directeur de sociétés, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 29 mars 2011.

La procuration, signée ne varietur par le mandataire du comparant et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle, financière ou de propriété intellectuelle estimées utiles pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de «NPN II Investments S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social pourra être transféré dans la même commune par décision du gérant ou, dans le cas où il y aurait plusieurs gérants, par décision du conseil de gérance.

Il peut être créé, par simple décision du gérant ou, dans le cas où il y aurait plusieurs gérants, par le conseil de gérance, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le gérant ou le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera une société luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) représentée par cinq cents (500) parts sociales, d'une valeur de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné par des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

C. Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou, le cas échéant, par les associés, fixant la durée de leur mandat. Il(s) est/sont librement et à tout moment révocable(s) par l'associé unique ou, selon le cas, les associés.

Aucun contrat ou aucune transaction entre le Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera effectué ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs Gérants ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé.

La société indemniserà les associés et les gérants de la Société, le Conseiller (s'il y en a un) et leur affiliés respectifs (y compris leurs gérants, fondés de pouvoirs, employés ou agents) (une «Personne Indemnisée») contre les responsabilités, les pertes, les dommages, les coûts et les dépenses, y compris les honoraires juridiques raisonnables, engagés par ces derniers ou menacés à leur encontre en raison de leurs activités pour le compte de la Société dans la mesure où ces responsabilités, coûts et dépenses ne sont pas le résultat de la négligence, de la mauvaise foi, de la fraude ou d'une omission intentionnelle de la Personne Indemnisée. Aucune Personne Indemnisée ne sera tenue responsable à l'encontre de la Société pour toutes responsabilités, pertes, dommages, coûts et dépenses, y compris les honoraires juridiques raisonnables, engagés en raison de leurs activités pour le compte de la Société sauf si lesdites responsabilités, coûts et dépenses sont le résultat de la négligence, de la mauvaise foi, de la fraude ou d'une omission intentionnelle de la Personne Indemnisée.

La Société est engagée en toutes circonstances, par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs, par la signature individuelle d'un des gérants.

Art. 12. Lorsqu'il y a plusieurs gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance qui choisira parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Les réunions du conseil de gérance se tiendront au siège social de la Société à moins que l'avis de convocation n'en dispose autrement. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur, courriel ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Aucun avis de convocation n'est requis lorsque tous les gérants sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance ou lorsque des résolutions écrites sont approuvées et signées par tous les membres du conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopie, courriel ou tout autre moyen de communication similaire un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants sont présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur, e-mail ou tout autre moyen de communication similaire, le tout constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 13. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 14. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 15. Le ou les gérant(s) ne contracte(nt), à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 16. Le gérant ou le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 17. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 18. Sous réserve d'un quorum plus important prévu par les statuts, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société. Toutes autres modifications des statuts sont décidées à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 19. Dans le cas d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 20. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 21. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 22. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf décision contraire le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 24. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et Libération

«Nova Polonia Natexis II LP», prénommée, a souscrit les cinq cents (500) parts sociales.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2011.

Frais

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à charge à raison de sa constitution est évalué environ à mille sept cents euros.

Résolutions de l'associé unique

Et aussitôt l'associé, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqué, a tenu une assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Vincent GOY, avec adresse professionnelle au 68-70 boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.
- Monsieur Denzil BOSCHAT, avec adresse professionnelle La Motte Chambers, St Helier, Jersey, JE1 1BJ.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: E. BIREN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 1^{er} avril 2011. Relation: EAC/2011/4410. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Releveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011046710/346.

(110052737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Hung Top Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 122.043.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011054062/10.

(110060301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

Hung 1 Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 122.042.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011054063/10.

(110060294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

ImmoPro Sud S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3715 Rumelange, 27, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 100.031.

Le Bilan du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011054067/10.

(110060552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

Orlan Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 80.490.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 3 mars 2011

Les mandats d'Administrateur de:

- Monsieur Salim BOUREKBA, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg; de

- Monsieur Fabio GASPERONI, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg; et de

- Madame Servane PAOLONI, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg,

sont reconduits pour une nouvelle période statutaire de 6 ans jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2017.

Le mandat de Commissaire aux Comptes de la société FIN-CONTROLE S.A. Société Anonyme, ayant son siège social au 12, rue Guillaume Kroll, Bâtiment F, L-1882 Luxembourg est reconduit pour une nouvelle période statutaire de 6 ans jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2017.

Fait à Luxembourg, le 8 mars 2011.

Certifié sincère et conforme

ORLAN INVEST S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011061630/24.

(110068823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2011.

IF Log 1 Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 114.302.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011054069/10.

(110060305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

IF Three Log 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 128.317.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011054070/10.

(110060297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

IF Three Top S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 128.328.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011054071/10.

(110060315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

Seema S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: NOK 233.300.080,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 133.664.

Dépôt rectificatif L 110068973 du 5 mai 2011

Suite au contrat de transfert de parts entre parties date du 15 juillet 2010, l'associé de la Société, Niru AS, a transféré

19.251 parts sociales ordinaires des catégorie A

19.251 parts sociales ordinaires des catégorie B

19.251 parts sociales ordinaires des catégorie C

19.251 parts sociales ordinaires des catégorie D

19.251 parts sociales ordinaires des catégorie E

257.716 parts sociales préférentielles des catégorie A

257.716 parts sociales préférentielles des catégorie B

257.716 parts sociales préférentielles des catégorie C

257.716 parts sociales préférentielles des catégorie D

257.716 parts sociales préférentielles des catégorie E

à Butterfield Trust (Guernsey) Limited, une société de droit du Guernsey, avec siège social à Regency Court, Glatigny Esplanade, St Peter Port, Guernsey GY1 3AP et immatriculée au Guernsey Companies Registry sous le numéro 31645.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Seema S.à r.l.

Référence de publication: 2011061685/24.

(110069291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2011.

GS 8 Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 159.629.

STATUTES

In the year twenty-eleven, on the fourteenth of March;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

THERE APPEARED:

The Goldman Sachs Group, Inc., a company duly registered with the Department of State, Division of Corporations of Delaware under number 2923466, having its registered office at Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, 19801 Wilmington, Delaware, United States of America and having its principal office at 200 West Street, New York, NY 10282, United States of America,

here represented by Me Pierre LANCELIN, lawyer, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Which proxy shall be signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary and shall be attached to the present deed to be filed at the same time.

Such appearing party has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a société à responsabilité limitée, which it declares to form:

Title I. - Object - Denomination - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a société à responsabilité limitée governed by actual laws, in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended from time to time, the law of September 18th, 1933 on limited liability companies, as amended, as well as the present articles of incorporation.

Art. 2. The denomination of the company is "GS 8 Holdings S.à r.l.".

Art. 3. The registered office of the company is established in Luxembourg.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company, which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 4. The company shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio. For the purpose of this Article 4, any reference to "participations" means either the economic or the legal ownership of such participations.

The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loan, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies. The company may borrow in any form.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Art. 5. The company is formed for an unlimited period of time.

Title II. - Capital - Shares

Art. 6. The capital is fixed at twenty thousand US Dollars (20,000.-USD) represented by two million (2,000,000) shares with a nominal value of one US Cent (0.01 USD) each.

The company shall have an authorized capital of one hundred million US Dollars (100,000,000 USD) represented by ten billion (10,000,000,000) shares having a par value of one US cent (0.01 USD) each.

The Board of Managers is authorised and appointed:

– to increase from time to time the subscribed capital of the company within the limits of the authorised capital, at once or by successive portions, by issuance of new shares with or without share premium, to be paid up in cash, by contribution in kind, by conversion of shareholders' claims, by conversion of convertible preferred equity certificates or other convertible notes or similar instruments or, upon approval of the annual general meeting of shareholders, by incorporation of profits or reserves into capital;

– to determine the place and the date of the issuance or of the successive issuances, the terms and conditions of subscription and payment of the additional shares.

Such authorisation is valid for a period of five years starting from the date of publication of the present deed.

The period of this authority may be extended by resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders, from time to time, in the manner required for amendment of these articles of association.

The Board of Managers is authorised to determine the conditions attached to any subscription for shares. In case of issuance of shares, the Board of Managers of the Company may, in its sole discretion, decide the amounts to be issued.

When the Board of Managers effects a whole or partial increase in capital pursuant to the provisions referred to above, it shall be obliged to take steps to amend this article in order to record the change and the Company's management is authorised to take or authorise the steps required for the execution and publication of such amendment in accordance with the law.

Art. 7. Every share entitles its owner to one vote.

Shares are freely transferable among shareholders. Transfer of shares inter vivos to non-shareholders may only be made with the prior approval of shareholders representing three quarters of the corporate capital.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies.

The shares are indivisible with regard to the company, which admits only one owner for each of them.

Shares in the company shall not be redeemable at the request of a shareholder.

The company, however, may redeem its shares whenever the Board of Managers considers this to be in the best interest of the company, subject to the terms and conditions it shall determine and within the limitations set forth by these articles and by law.

Unless the share redemption is immediately followed by a share capital reduction, any such redemption shall only be made out of the company's retained profits and noncompulsory reserves, including any paid-in surplus but excluding any reserve required by Luxembourg law. The redemption price shall be determined by the Board of Managers.

Art. 8. The life of the company does not terminate by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 9. A shareholder as well as the heirs and representatives or entitled persons and creditors of a shareholder cannot, under any circumstances, request the affixing of seals on the assets and documents of the company, nor become involved in any way in its administration.

In order to exercise their rights they have to refer to financial statements and to the decisions of the general meetings.

Title III. - Management

Art. 10. The company is managed by one or several managers, who need not be shareholders.

In case of plurality of managers, the managers shall form a board of managers being the corporate body in charge of the Company's management and representation. To the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association shall be read as a reference to the "sole manager".

The managers will be appointed by the general meeting of shareholders with or without limitation of their period of office. The general meeting of shareholders has the power to remove managers at any time without giving reasons.

The Board of Managers elects among its members a chairman; in the absence of the chairman, another manager may preside over the meeting.

A manager unable to take part in a meeting may delegate by letter, telex, telefax or telegram another member of the Board to represent him at the meeting and to vote in his name.

Any member of the Board of Managers who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Managers by means of a communications device (including a telephone or a video conference) which allows all the other members of the Board of Managers present at such meeting (whether in person, or by proxy, or by means of such communications device) to hear and to be heard by the other members at any time shall be deemed to be present in person at such meeting, and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting. Members of the Board of Managers who participate in the proceedings of a meeting of the Board of Managers by means of such a communications device shall ratify their votes so cast by signing one copy of the minutes of the meeting.

The Board of Managers convenes upon call by the chairman, or any third party delegated by him or by any manager, as often as the interest of the company so requires.

The Board of Managers can validly deliberate and act only if the majority of managers is present or represented.

Resolutions shall be passed with the favourable vote of the majority of managers present or represented.

Circular resolutions signed by all members of the Board of Managers will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution.

The resolutions of the Board of Managers will be recorded in minutes signed by all of the members who took part at the deliberation.

Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two managers.

Art. 11. The Board of Managers is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Managers.

The Board of Managers may pay interim dividends, provided that prior to such authorisation, the Board of Managers shall be in possession of interim accounts of the company, which provide evidence that sufficient funds are available to pay such interim dividend.

In the event of a vacancy on the Board of Managers, the remaining managers have the right to provisionally fill the vacancy, such decision to be ratified by the next general meeting.

The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

Art. 12. The Board of Managers may delegate its powers to conduct the daily management of the company to one or more managers, who will be called Managing Director(s).

The Board of Managers may also delegate the power of company's representation to one or several managers or to any other person, shareholder or not, who will represent individually or jointly the company for specific transactions as determined by the Board of Managers.

Any manager, appointed as described in the previous paragraph, may issue a power of attorney, by his or her sole signature, as required, in order to give a special power to an attorney (ad hoc agent) to represent individually the company for specific purposes as determined in the special power of attorney.

Art. 13. The company is bound by the sole signature of any one manager for decisions having a value of an amount of up to ten thousand US Dollars (10,000.-USD). For decisions having a value of an amount over ten thousand US Dollars (10,000.-USD), the company is bound by the signature of its sole manager and in case of plurality of managers, by the joint signature of at least two managers.

Art. 14. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the company; as a proxy holder he is only responsible for the execution of his mandate.

Title IV. - General meeting of the shareholders

Art. 15. The sole shareholder shall exercise all powers vested with the general meeting of shareholders under section XII of the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended.

All decisions exceeding the powers of the Board of Managers shall be taken by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of the shareholders. Any such decisions shall be in writing and shall be recorded on a special register.

In case there is more than one but less than twenty-five shareholders, decisions of shareholders shall be taken in a general meeting or by written consultation at the initiative of the Board of Managers. No decision is deemed validly taken until it has been adopted by the shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the capital.

General meetings of shareholders shall be held in Luxembourg. Attendance by virtue of proxy is possible.

Title V. - Financial year - Profits - Reserves

Art. 16. The company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year. Exceptionally the first financial year shall begin on the day of incorporation and close on December 31st, 2011.

Art. 17. Each year, as of December 31st, the Board of Managers will draw up the balance sheet, which will contain a record of the property of the company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all the commitments and debts of the managers to the company.

At the same time the Board of Managers will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 18. Each shareholder may inspect at the registered office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account during the fortnight preceding the annual general meeting.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the company.

Each year, five percent (5%) of the net profit will be transferred to the statutory reserve. This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the capital but must be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, any time and for any reason whatever, it has been touched. The balance is at the disposal of the general meeting of shareholders.

Art. 20. In the event of a dissolution of the company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not to be shareholders, designated by the meeting of shareholders at the majority defined by article 142 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

The liquidator(s) shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the debts.

Art. 21. For all matters not provided for in the present articles of incorporation, the parties refer to the existing laws.

Subscription

The articles of incorporation having thus been established, the appearing party declares to subscribe the capital as follows:

The Goldman Sachs Group, Inc.	2,000,000 shares
TOTAL	2,000,000 shares

The shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of 20,000.-USD (TWENTY THOUSAND US DOLLARS) is now available to the company, evidence thereof having been given to the notary.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the company incurs or for which it is liable by reason of its organisation, is approximately EUR 1,000.-(one thousand Euros).

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the company, the above-named shareholders took the following resolutions:

1) The number of managers is fixed at five (5).

2) Are appointed as managers for an unlimited period:

1. Mr. Michael FURTH, born in Geneva, Switzerland, on April 29, 1968, professionally residing at 133, Fleet Street, Peterborough Court, London EC4A 2BB, United-Kingdom;

2. Mr. Fabrice HABLOT, born in Brest, France on March 23, 1978, professionally residing at 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg;

3. Mr. Maxime NINO, born in Arlon, Belgium, on December 13, 1983, professionally residing at 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg;

4. Mrs. Nicole GÖTZ, born in Brackenheim, Federal Republic of Germany, on June 04, 1967, professionally residing at 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg;

5. Mrs. Véronique MENARD, born in Le Loroux -Bottereau, France, on October 2, 1973, professionally residing at 133, Fleet Street, Peterborough Court, London EC4A 2BB, United-Kingdom.

3) The company shall have its registered office at 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The deed having been read to the appearing person, known to the notary by her surname, given name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the french version:

L'an deux mille onze, le quatorze mars;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg);

A COMPARU:

The Goldman Sachs Group, Inc., une société ayant son siège social au Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, 19801 Wilmington, Etat du Delaware, Etats Unis d'Amérique dûment immatriculée au Department of State, Division of Corporations of The State of Delaware sous le numéro 2923466, et ayant son principal établissement au 200 West Street, New York, NY 10282, Etats Unis d'Amérique,

ici représentée par Maître Pierre LANCELIN, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui conférée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant susnommé et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a déclaré vouloir constituer par le présent acte une société à responsabilité limitée et a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts:

Titre I^{er} . - Objet - Dénomination - Siège social - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par le présent acte une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois actuellement en vigueur, notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, par celle du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La dénomination de la société est «GS 8 Holdings S.à r.l.».

Art. 3. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. Pour les besoins du présent Article 4, toute référence au terme «participations» doit s'entendre comme la propriété soit économique soit juridique de telles participations.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés filiales ou affiliées. La société peut emprunter sous toutes les formes.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Titre II. - Capital - Parts

Art. 6. Le capital social de la société est fixé à vingt mille US Dollars (20.000.-USD) divisé en deux millions (2.000.000) de parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime de US Dollars (0.01 USD) chacune, entièrement souscrites et libérées.

La Société aura un capital social autorisé de cent millions de US Dollars (100.000.000.-USD) représenté par dix milliards (10.000.000.000) de parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime de US Dollar (0.01 USD) chacune.

Le Conseil de Gérance est autorisé à, et mandaté pour:

- augmenter le capital social de la société dans les limites du capital autorisé, en une seule fois ou par tranches successives, par émission de parts sociales nouvelles avec ou sans prime d'émission, à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par conversion de créances, par conversion de titres préférentiels convertibles ou d'autres titres convertibles ou instruments similaires ou, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital;

- fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération de parts sociales nouvelles;

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte.

La durée de cette autorisation peut être étendue par décision de l'associé unique ou, selon le cas, par l'assemblée générale des associés, statuant comme en matière de modification des présents statuts.

Le Conseil de Gérance est autorisé à déterminer les conditions de souscription des parts sociales. En cas d'émission de parts sociales, le Conseil de Gérance de la Société peut décider, à sa seule discrétion, du total des émissions.

Lorsque le Conseil de Gérance effectue une augmentation partielle ou totale de capital conformément aux dispositions mentionnées ci-dessus, il sera obligé de prendre les mesures nécessaires pour modifier cet article afin de constater cette modification et la gérance de la Société est autorisée à prendre ou à autoriser toutes les mesures requises pour l'exécution et la publication de telle modification conformément à la loi.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les cessions de parts sociales entre vifs à des tiers non associés ne peut être effectuées que moyennant l'agrément préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est fait renvoi aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui n'admet qu'un seul titulaire à son égard pour chaque part.

Les parts sociales ne sont pas remboursables à la demande des associés.

La société peut, toutefois, lorsque le Conseil de Gérance considère que cela est dans l'intérêt de la société, aux conditions et aux termes prévus par la loi et les statuts, racheter ses propres parts.

À moins que le rachat des parts soit immédiatement suivi par une réduction de capital, tout remboursement ne pourra être effectué qu'au moyen des bénéfices non distribués de la société et des réserves disponibles, en ce compris les réserves excédentaires, mais excluant les réserves légales prévues par la loi luxembourgeoise. Le prix de rachat sera déterminé par le Conseil de Gérance.

Art. 8. La faillite, l'insolvabilité, le décès ou l'incapacité d'un associé ne mettent pas fin à la société.

Art. 9. Un associé ainsi que les héritiers et représentants ou ayants droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Titre III. - Administration

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

En cas de pluralité de gérants, les gérants constituent un Conseil de Gérance, étant l'organe chargé de la gérance et de la représentation de la société. Dans la mesure où le terme «gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence au «Conseil de Gérance» utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence au «gérant unique».

Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés, pour une durée limitée ou sans limitation de durée. L'assemblée générale des associés peut révoquer les gérants à tout moment, avec ou sans motif.

Le Conseil de Gérance désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un autre gérant présent.

Chaque gérant de la société empêché de participer à une réunion du Conseil de Gérance peut désigner par écrit, télégramme, télex ou téléfax, un autre membre du Conseil de Gérance comme son mandataire, aux fins de le représenter et de voter en son nom.

Tout membre du Conseil de Gérance qui participe à une réunion du Conseil de Gérance via un moyen de communication (incluant le téléphone ou une vidéo conférence) qui permet aux autres membres du Conseil de Gérance présents à cette réunion (soit en personne soit par mandataire ou au moyen de ce type de communication) d'entendre à tout moment ce membre et permettant à ce membre d'entendre à tout moment les autres membres sera considéré comme étant présent en personne à cette réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et autorisé à voter sur les matières traitées à cette réunion. Les membres du Conseil de Gérance qui participent à une réunion du Conseil de Gérance via un tel moyen de communication ratifieront leurs votes exprimés de cette façon en signant une copie du procès-verbal de cette réunion.

Le Conseil de Gérance se réunit sur la convocation du président, ou tout tiers délégué par lui ou par n'importe lequel de ses gérants, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et agir que si une majorité de gérants sont présents ou représentés.

Les résolutions seront adoptées si elles ont été prises à la majorité des votes des membres présents soit en personne soit par mandataire à telle réunion.

Les résolutions circulaires signées par tous les membres du Conseil de Gérance seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion valablement convoquée avait été tenue. Ces signatures pourront être apposées sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique.

Les résolutions du Conseil de Gérance seront enregistrées sur un procès-verbal signé par tous les membres qui ont participé à la réunion.

Des copies ou extraits de ce procès-verbal à produire lors d'une procédure judiciaire ou ailleurs seront valablement signés par le Président de la réunion ou par deux gérants.

Art. 11. Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale. Il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes à condition qu'avant toute distribution, le Conseil de

Gérance soit en possession de comptes intermédiaires de la société fournissant la preuve de l'existence de fonds suffisants à la distribution de ces acomptes sur dividendes.

En cas de vacance d'une place au Conseil de Gérance, les gérants restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 12. Le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs gérants qui prendront la dénomination de gérants délégués.

Le Conseil de Gérance peut également déléguer le pouvoir de représentation de la société à un ou plusieurs gérants ou à toute autre personne, associé ou non, qui représentera la société individuellement ou conjointement pour des transactions spécifiques tel que déterminé par le Conseil de Gérance.

Tout gérant, tel que désigné comme décrit dans le paragraphe précédent, peut donner pouvoir spécial, par sa seule signature, à toute autre personne susceptible d'agir seule comme mandataire ad hoc de la société pour certaines tâches telles que définies dans le pouvoir spécial.

Art. 13. La société est engagée par la seule signature d'un gérant pour toute décision ayant une valeur jusqu'à un montant de dix mille US Dollars (10.000.-USD). Concernant les décisions ayant une valeur supérieure à dix mille US Dollars (10.000.-USD), la société est engagée par la signature de son gérant unique ou par les signatures conjointes d'au moins deux gérants en cas de pluralité de gérants.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Titre IV. - Assemblée générale des associés

Art. 15. L'associé unique exercera tous les droits incombant à l'assemblée générale des associés en vertu de la section XII de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Toutes les décisions excédant le pouvoir du Conseil de Gérance seront prises par l'associé unique ou, selon les cas, par l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique seront écrites et doivent être consignées sur un registre spécial.

S'il y a plus d'un, mais moins de vingt-cinq associés, les décisions des associés seront prises par l'assemblée générale ou par consultation écrite à l'initiative de la gérance. Aucune décision n'est valablement prise qu'autant qu'elle a été adoptée par des associés représentant plus de la moitié (50%) du capital social.

Les assemblées générales des associés se tiendront au Luxembourg. La représentation au moyen de procuration est admise.

Titre V.- Année comptable - Profits - Réserves

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année, à l'exception du premier exercice qui commence en date du jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2011.

Art. 17. Chaque année au 31 décembre, la gérance établit un état financier qui contiendra un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un compte de pertes et profits, accompagné d'une annexe contenant un résumé de tous les engagements et dettes contractés par le Conseil de Gérance.

En même temps, le Conseil de Gérance dressera un compte de pertes et profits, qui sera soumis à l'assemblée générale des associés en même temps que l'inventaire.

Art. 18. Chaque associé aura le droit de consulter l'inventaire au siège social, ainsi que le compte de pertes et profits, pendant la quinzaine précédant l'assemblée générale annuelle.

Art. 19. Le solde positif du compte de pertes et profits, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. L'excédent est à la libre disposition des associés.

Art. 20. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, à désigner par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les parties se rapportent aux dispositions légales applicables.

62582

Souscription

Les statuts ayant été établis, le comparant déclare vouloir souscrire le total du capital de la manière suivante:

The Goldman Sachs Group, Inc.,	2.000.000 parts
TOTAL	2.000.000 parts

Les parts sociales ont été entièrement libérées à hauteur d'un montant de 20.000.USD (VINGT MILLE US DOLLARS) par un apport en numéraire de sorte que cette somme est à la disposition de la société à partir de ce moment tel qu'il a été certifié au notaire instrumentaire.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à EUR 1.000,-(mille euros).

Assemblée générale extraordinaire

Après que les statuts aient été rédigés, l'associé prénommé a immédiatement tenu une assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1) Le nombre de gérants est fixé à cinq (5).

2) Sont nommés gérants pour une période indéterminée:

1. Monsieur Michael FURTH, né à Genève, Suisse, le 29 avril 1968, demeurant professionnellement à 133, Fleet Street, Peterborough Court, London EC4A 2BB, Royaume-Uni;

2. Monsieur Fabrice HABLOT, né à Brest, France, le 23 mars 1978, demeurant professionnellement au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

3. Monsieur Maxime NINO, né à Arlon, Belgique, le 13 décembre 1983, demeurant professionnellement au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

4. Madame Nicole GÖTZ, née à Brackenheim, République Fédérale d'Allemagne, le 04 juin 1967 demeurant professionnellement au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

5. Madame Véronique MENARD, née à Le Loroux -Bottereau, France, le 2 Octobre 1973, demeurant professionnellement au 133, Fleet Street, Peterborough Court, Londres EC4A 2BB, Royaume-Uni.

3) Le siège social de la société est établi au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande de la personne comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande de la même personne comparante et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite à la personne comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénoms, état et demeure, ladite personne comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. LANCELIN, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 mars 2011. LAC/2011/12950. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 22 mars 2011.

Référence de publication: 2011040965/414.

(110046223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2011.

IF Three 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 128.316.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011054072/10.

(110060307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

IF Two 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 128.314.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011054073/10.

(110060329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

IF TOP Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 114.300.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011054074/10.

(110060328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

Degroof Monetary, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 26.279.

Extrait des résolutions du Conseil d'Administration tenu par voie de résolutions circulaires le 10 mars 2011

Les Administrateurs prennent acte de la démission de Monsieur Marc-André BECHET de sa fonction d'administrateur de la Société avec effet au 24 février 2011.

Les Administrateurs décident de coopter Madame Anne-Marie GOFFINET en qualité d'administrateur de la Société, en remplacement de Monsieur Marc-André BECHET, administrateur démissionnaire.

A cet effet, le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur Eric NOLS,
- Monsieur Eric LOBET,
- Monsieur Vincent PLANCHE,
- Madame Anne-Marie GOFFINET, Administrateur, avec adresse professionnelle au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2011.

Luxembourg, le 26 avril 2011.

Pour Degroof Monetary

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliataire

Marc-André BECHET / Corinne ALEXANDRE

Directeur / -

Référence de publication: 2011061815/24.

(110067864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2011.

IF 1 Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 114.301.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011054075/10.

(110060303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

Investment Solutions, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 87.158.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011054078/10.

(110060717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

Kapellen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 112.433.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sandra Calvaruso.

Référence de publication: 2011054081/10.

(110060263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

Lion/Katsu Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 462.550,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 104.962.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société du 20 avril 2011

En date du 20 avril 2011, l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de M. Andreas Von Paleske, en tant que gérant de catégorie A de la Société et ce avec effet immédiat;
- d'accepter la démission de Mme Janet Dunlop, en tant que gérant de catégorie A de la Société et ce avec effet immédiat;
- de nommer Mme Gemma Farrell, née le 11 novembre 1983 à Leamington Spa, Royaume Uni, demeurant professionnellement à Nations House, 103 Wigmore Street, Londres W1U 1QS, Royaume Uni, en tant que gérant de catégorie A et gérant investisseur conformément aux statuts de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;
- de nommer M. Dominic Barbour, né le 15 août 1959 à Quimper, France, demeurant professionnellement au 50 Pall Mall, Londres, SW1Y 5JH, Royaume Uni, en tant que gérant de catégorie A de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2011.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2011061827/24.

(110068273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2011.

ParLyo Property Holdings II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 300.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 155.357.

In the year two thousand and eleven, on the twenty-second of March.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Parlyo Holdings II Ltd, a private limited company established under the laws of Cyprus, having its registered office in 1660 Nicosia, Cyprus, 30 Karpenisia, registered with Trade and Companies Register of Cyprus under number 273721, represented by two of its managers Mr Spyridon Seretis and Mr Aris Serbetis (the Sole Shareholder), here represented

by Mr David Barrett, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Luxembourg on March 22nd, 2011.

Such proxy, after signature "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the undersigned notary to act that it represents the entire share capital of the private limited company (société à responsabilité limitée) denominated "ParLyo Property Holdings II S.à r.l." (the Company), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 155.357, established under the laws of Luxembourg, having its registered office at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, dated September 6th, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C - N° 2237 of October 20th, 2010. The Articles of the Company have not yet been amended since.

The Sole Shareholder acknowledges that the present extraordinary meeting is regularly constituted and that it may validly decide on its agenda, which the Sole Shareholder has previously perused. This having been declared, the Sole Shareholder, represented as stated above, has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to convert the existing share capital of the Company from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro), represented by 500 (five hundred) shares, having a nominal value of EUR 25 (twenty-five euro) each, to an amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro), represented by 25 (twenty-five) shares, having a nominal value of EUR 500 (five hundred euro) each.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro) by an amount of EUR 287,500 (two hundred and eighty-seven thousand five hundred euro) to an amount of EUR 300,000 (three hundred thousand euro) by the issuance of 575 (five hundred and seventy-five) new shares with a par value of EUR 500 (five hundred euro) each and to pay a share premium of 393,780 (three hundred and ninety-three thousand seven hundred and eighty euro).

Third resolution

The Sole Shareholder declares that it wishes to subscribe to the increase of the share capital decided under the second resolution, represented by 575 (five hundred and seventy-five) shares with a nominal value of EUR 500 (five hundred euro) and that it fully pays up such share together with a share premium in the aggregate amount of EUR 393,780 (three hundred and ninety-three thousand seven hundred and eighty euro) to be allocated to the premium reserve of the Company, by a contribution in kind consisting of a claim held against the Company, of a value of EUR 681,280 (six hundred and eighty-one thousand two hundred and eighty euro) (the Claim).

The value of the above contribution has been certified to the undersigned notary as follows:

It results from a valuation report drawn up on March 22nd, 2011 by the Company:

"The value of the Claim to be contributed to the Company has been established according to calculations based on generally accepted financial evaluation and accounting principles. Following these calculations, the Company confirms that the Claim to be contributed is existing as of the day of this valuation report and is worth at least EUR 681,280 (six hundred and eighty-one thousand two hundred and eighty euro) and corresponds to the value of 575 (five hundred and seventy-five) shares to be issued by the Company, having a par value of EUR 500 (five hundred euro), together with an issued premium in the aggregate amount of EUR 393,780 (three hundred and ninety-three thousand seven hundred and eighty euro)."

It results likewise from another certificate issued on March 22nd, 2011 by the Sole Shareholder:

"The undersigned, ParLyo Holdings II Ltd, a company incorporated under the laws of Cyprus, having its registered office at 30 Karpenisia, 1660 Nicosia, Cyprus, registered with the Cyprus Trade and Companies Register under the number 273721 (the Company), does hereby confirm that:

1. The Company is owed a debt by ParLyo Property Holdings II S. à r.l., a company incorporated under the laws of Cyprus, having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 155.357 (ParLyo Property Holdings II) amounting to EUR 681,280 (six hundred and eighty-one thousand two hundred and eighty euro) and ParLyo Property Holdings II wishes to convert all of this debt amounting to EUR 681,280 (six hundred and eighty-one thousand two hundred and eighty euro) into equity held by the Company in ParLyo Property Holdings II (the Claim);

2. The Claim held by the Company is not encumbered with any pledge or charge;

3. There are no rights presently in force entitling any person to request and/or obtain a pledge or charge on the Claim;

4. The Claim has not been seized; and

5. The Claim is freely transferable in favour of ParLyo Property Holdings II, the share capital of which will be increased by way of a contribution in kind of the Claim."

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the increase and subscription of the share capital and grants power and authority to any manager of the Company, with power of substitution, to proceed to the registration of the newly issued share and the holder in the share register of the Company.

Fifth resolution

As a consequence of the first resolution the Sole Shareholder decides to amend article 6 of the articles of association of the Company, so that it shall read henceforth in its English version as follows:

" **Art. 6.** The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 300,000 (three hundred thousand euro) represented by 600 (six hundred) shares with a nominal value of EUR 500 (five hundred euro) each."

Sixth resolution

The Sole Shareholder decides to insert between article 13 and article 14 of the articles of association of the Company an article 13.1, so that it shall read henceforth in its English version as follows:

" **Art. 13.1.** The Company must indemnify any manager against all claims and damages as well as expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager of the Company, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable (a) for gross negligence or misconduct towards any person other than the Company or (b) to the Company for any action or inaction from the manager.

In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that he had no reason to believe that the person committed (a) any gross negligence or misconduct resulting in his liability towards any person other than the Company or (b) anything resulting in that person being liable to the Company. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled."

Estimate of costs

The amount of expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed is estimated to be approximately two thousand euro (EUR 2,000).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-deux mars.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire résidant à Luxembourg.

A COMPARU:

Parlyo Holdings II Ltd, une société à responsabilité limitée, organisée sous le droit chypriote, établie à 1660 Nicosia, Chypre, 30 Karpenisia, enregistrée sous le numéro 273721 du Registre de Commerce et des Sociétés de Chypre, ici dûment représentée par deux de ses gérants Monsieur Spyridon Seretis et Monsieur Aris Serbetis (l'Associé Unique), ici représentée par Monsieur David Barrett, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 22 mars 2011.

Laquelle procuration, après signature «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeura annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

La partie comparante, a demandé au notaire soussigné de prendre acte de ce qu'elle représente la totalité du capital social de la société à responsabilité limitée dénommée "ParLyo Property Holdings II S.à r.l." (la Société), enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.357, organisée sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social au L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, constituée selon acte du notaire instrumentaire du 6 septembre 2010, publié auprès du Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 2237 du 20 octobre 2010. Les statuts de la Société n'ont pas encore été modifiés depuis.

L'Associé Unique reconnaît que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement décider sur son ordre du jour, duquel il déclare avoir eu préalablement connaissance. Ceci ayant été déclaré, l'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-avant, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de convertir le capital social de la Société de son montant actuel EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros), représenté par 500 (cinq cents) parts sociales, ayant chacune une valeur nominale de EUR 25 (vingt-cinq euros) chacune, à un montant de EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) représenté par 25 (vingt-cinq) parts sociales, ayant chacune une valeur nominale de EUR 500 (cinq cents euros) chacune.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société de son montant actuel de EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) par un montant de EUR 287.500 (deux cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros) à un montant de EUR 300.000 (trois cent mille euros) par l'émission de 575 (cinq cent soixante-quinze) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de EUR 500 (cinq cents euros) chacune et de payer une prime d'émission de EUR 393.780 (trois cent quatre-vingt-treize mille sept cent quatre-vingt euros).

Troisième résolution

L'Associé Unique déclare vouloir souscrire à l'augmentation de capital décidée à la deuxième résolution, représentée par 575 (cinq cent soixante-quinze) parts sociales avec une valeur nominale de EUR 500 (cinq cents euros) et entièrement libérées ensemble avec une prime d'émission d'un montant global de EUR 393.780 (trois cent quatre-vingt-treize mille sept cent quatre-vingt euros) à être affectée à la réserve de la Société, par un apport en nature consistant en créance contre la Société, d'une valeur de EUR 681.280 (six cent quatre-vingt-un mille deux cent quatre-vingt euros) (la Créance).

La valeur de l'apport précitée a été certifiée par le notaire soussigné comme suit:

Il résulte d'un rapport d'évaluation rédigé le 22 mars 2011 par la Société:

"La valeur de la Créance à apporter à la Société a été établie selon des calculs basés sur les principes financiers et comptables d'évaluation généralement acceptés. Suivant ces calculs, la Société confirme que la Créance à apporter existe au jour de ce rapport d'évaluation et équivaut au moins à EUR 681.280 (six cent quatre-vingt-un mille deux cent quatre-vingt euros) et correspond à la valeur de 575 (cinq cent soixante-quinze) parts sociales à émettre par la Société, ayant une valeur de EUR 500 (cinq cents euros), ensemble avec une prime d'émission d'un montant global de EUR 393.780 (trois cent quatre-vingt-treize mille sept cent quatre-vingt euros)."

Il résulte d'un autre certificat émis le 22 mars 2011 par l'Associé Unique:

"La soussignée, ParLyo Holdings II Ltd, une société constituée selon les lois de Chypre, ayant son siège social au 30 Karpenisi, 1660 Nicosia, Chypre, enregistrée sous le numéro 273721 du Registre de Commerce et des Sociétés de Chypre (la Société) confirme ce qui suit:

1. La Société a une dette contre ParLyo Property Holdings II S.à r.l., une société constituée selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, enregistrée sous le numéro B 155.357 du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (ParLyo Property Holdings II) d'un montant de EUR 681.280 (six cent quatre-vingt-un mille deux cent quatre-vingt euros) et ParLyo Property Holdings II veut convertir la totalité de cette dette d'un montant de EUR 681.280 (six cent quatre-vingt-un mille deux cent quatre-vingt euros) en capital détenu par la Société dans ParLyo Property Holdings II (la Créance);

2. La Créance détenue par la Société n'est pas grevée de nantissement ou de dette;

3. Il n'y a pas de droit actuellement existant permettant à une personne de demander et/ou d'obtenir un nantissement ou une dette sur la Créance;

4. La Créance n'a pas été saisie;

5. La Créance est librement transférable en faveur de ParLyo Property Holdings II, le capital social de cette société sera augmenté par voie d'apport en nature de la Créance."

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société pour refléter l'augmentation de capital et la souscription au capital social et donne pouvoir et autorité à tout gérant de la Société, avec pouvoir de substitution, pour procéder à l'enregistrement des parts sociales nouvellement émises et du détenteur dans le registre des associés de la Société.

Cinquième résolution

A la suite de la première résolution, l'Associé Unique décide de modifier l'article 6 des statuts de la Société afin de lui donner désormais la teneur suivante dans sa version française:

" **Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de EUR 300.000 (trois cent mille euros) représenté par 600 (six cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 500 (cinq cents euros) chacune."

Sixième résolution

L'Associé Unique décide d'insérer entre l'article 13 et l'article 14 des statuts de la Société un article 13.1 afin de lui donner désormais la teneur suivante dans sa version française:

" **Art. 13.1.** La Société devra indemniser tout gérant pour tous dommages et réclamations ainsi que toutes dépenses raisonnablement engagées par lui en relation avec toute action, procès ou procédure auxquels il pourrait être partie en raison de sa qualité ou ancienne qualité de gérant de la Société, excepté les dossiers pour lesquels il sera finalement jugé responsable pour telle action, procès ou procédure (a) de négligence grave ou faute envers toute personne autre que la Société ou (b) envers la Société de toute action ou inaction de la part du gérant.

En cas de transaction, une indemnisation ne pourra avoir lieu qu'en relation avec les événements effectivement couverts par ladite transaction et pour lesquels un avocat a signifié à la Société n'avoir pas de raisons de penser que la personne s'est rendue responsable (a) d'une faute ou d'une négligence grave qui engage sa responsabilité envers toute personne autre que la Société ou (b) ou de tout autre acte qui engagerait la responsabilité de la personne envers la Société. Le droit à indemnisation mentionné ci-avant n'exclut pas les autres droits dont elle pourrait bénéficier."

Estimation des frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte est estimé approximativement à deux mille euros (2.000,- EUR).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'Anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de distorsions entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: D. Barrett et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 28 mars 2011. LAC/2011/14159. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2011.

Référence de publication: 2011050471/198.

(110056108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

FR Acquisition Corporation (Luxembourg), S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 133.361.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la société passées par écrit le 25 avril 2011

L'Associé Unique de la Société a pris acte de la démission de Rowan G.P. Taylor de ses fonctions de gérant de classe B de la Société avec effet au 25 avril 2011.

L'Associé Unique de la Société décide de nommer Douglas M. Kaden, résidant professionnellement au 65 East 55th Street, 32nd Floor, New York, 10022, USA en tant que gérant de classe B de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société se compose comme suit à compter du 25 avril 2011:

- Michael J. Warren, gérant de classe A;
- Céline Pignon, gérant de classe B; et
- Douglas M. Kaden, gérant de classe B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FR Acquisition Corporation (Luxembourg), S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2011059093/21.

(110066752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2011.

ITT Remainco International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1134 Luxembourg, 22, rue Charles Arendt.
R.C.S. Luxembourg B 160.054.

In the year two thousand and eleven, on the thirtieth day of March.

Before Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared

ITT INDUSTRIES HOLDINGS S.à r.l., a société à responsabilité limitée (limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 77.533, having a share capital of EUR 150.000.- and having its registered office at 9, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Münsbach (the Sole Shareholder),

represented by Ms Danielle Kolbach, attorney-at-law, residing in Luxembourg, pursuant to a power of attorney given, on March 28, 2011, which proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder acting on behalf of the appearing party, and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be submitted with such deed to the registration authorities;

for the extraordinary general meeting of the sole shareholder (the Meeting) of ITT Remainco International S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée) organised under the laws of Luxembourg having its registered office at 22, rue Charles Arendt, L-1134 Luxembourg, incorporated and in the course of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (the Company),

The Sole Shareholder requests the notary to record that:

I. The Sole Shareholder holds all 500 (five hundred) ordinary shares having a par value of EUR 25.- (twenty-five Euro) per share representing the entire subscribed share capital of the Company amounting to EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro).

II. The agenda of the Meeting is as follows:

1. Capital increase of the Company by an amount of EUR 650 (six hundred and fifty Euro) and issue of 26 (twenty-six) new shares having a par value of EUR 25 (twenty-five Euro) each (the Shares).
2. Subscription to and payment of the share capital increase specified under 1. above and payment of an issue premium to be allocated to the premium reserve of the Company by the Sole Shareholder.
3. Payment of the capital increase by contribution in kind of 35,812,400 shares in ITT Corporation India Pvt. Ltd. (ITT India), representing 26% of ITT India having a value of INR 10 per share and representing an aggregate value INR 358,124,000;
4. Amendment of article 4 of the articles of association.

III. The Sole Shareholder passed the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 650 (six hundred and fifty Euro) in order to bring the share capital from its present amount of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro) represented by 500 (five hundred) ordinary shares having a par value of EUR 25.- (twenty-five Euro) each to EUR 13,150.- (thirteen thousand one hundred and fifty Euro) and to create and issue 26 (twenty-six) new shares, having a nominal value of each EUR 25.- (twenty-five Euro) and to proceed to their subscription and full payment as follows:

Subscription - Payment

A. The Sole Shareholder declares to (i) subscribe to the 26 (twenty-six) new shares to be issued as per the resolution above and (ii) to fully pay them up by a contribution in kind consisting of 35,812,400 shares in ITT India, having an aggregate value of INR 358,124,000 (three hundred fifty-eight million one hundred twenty-four thousand Indian Rupees), together with all rights and duties, in particular the right to receive profits including those of the current business year and all profits not yet distributed as of today.

B. The contributions made to the Company is to be recorded at fair market value which amount to INR 358,124,000 (three hundred fifty-eight million one hundred twentyfour thousand Indian Rupees) (being the equivalent of EUR 5,579,572 (five million five hundred and seventy-nine thousand five hundred and seventy-two Euro)) as it results from two valuation certificates as of March 28, 2011 (the Certificates) attached hereto and to be allocated as follows:

- 1) EUR 650 (six hundred and fifty Euro) to the nominal share capital of the Company; and
- 2) the balance is to be allocated to the premium reserve of the Company; it being noted that the contribution shall be accounted for at fair market value and it being further noted that any value adaptation, for any accounting or tax reasons generally whatsoever in Luxembourg or abroad, of the fair market value of the contribution shall be effectuated by way of increase or decrease (as the case may be) of the issue premium in which case a corresponding premium adaptation of the premium reserve shall be made.

The Certificates, after having been signed ne varietur by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

As a result of the above, the shareholding in the Company is as of now as follows:

- ITT INDUSTRIES HOLDINGS S.à r.l. 526 shares

Second resolution

As a consequence of the first resolution, Article 4 of the Articles is amended and will henceforth read as follows:

" **Art. 4.** The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 13,150.- (thirteen thousand one hundred and fifty euro) represented by 526 (five hundred and twenty-six) ordinary shares having a par value of EUR 25.- (twenty-five Euro) per share.

The subscribed share capital may be changed at any time by decision of the single shareholder or, as the case may be, by a decision of the shareholders' meeting deliberating in the same manner provided for amendments to the Articles."

Estimate of costs

The amount of the expenses in relation to the present deed is estimated to be approximately 3.300,- EUR.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German version; at the request of the same appearing parties, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the German texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed, was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, said proxy holder signed together with us, the notary, the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung verstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendelf, am dreißigsten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Decker, mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

ITT INDUSTRIES HOLDINGS S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) luxemburgischen Rechtes mit Gesellschaftssitz 9, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Münsbach und eingetragen beim Luxemburger Gesellschafts- und Handelsregister unter der Nummer B 77.533 mit einem Stammkapital von EUR 150.000; (der Alleinige Gesellschafter)

hier vertreten durch Frau Danielle Kolbach, Anwältin, wohnhaft in Luxemburg, auf Grund einer Vollmacht ausgestellt in am 28. März 2011. Die Vollmacht nach der Unterzeichnung ne varietur durch den Vollmachtsnehmer und den unterzeichneten Notar bleibt dieser Urkunde als Anlage beigegeben um mit dieser Urkunde einregistriert zu werden.

Zu einer außerordentlichen Generalversammlung des Alleinigen Gesellschafter (die Versammlung) der Gesellschaft ITT REMAINCO INTERNATIONAL S.à r.l., (die Gesellschaft), eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) luxemburgischen Rechtes, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12.500,-, dabei beim Luxemburger Gesellschafts- und Handelsregister eingetragen zu werden, mit Gesellschaftssitz 22, rue Charles Arendt, L-1134 Luxembourg;

Der Alleinige Gesellschafter, vertreten wie vorerwähnt, ersucht den amtierenden Notar, Folgendes zu beurkunden:

I. Der Alleinige Gesellschafter hält alle 500 (fünfhundert) Anteile mit einem Nennwert von je EUR 25,- (fünfundzwanzig Euro) welche ein Gesamtkapital von EUR 12.500,- (zwölftausend fünfhundert Euro) darstellen.

II. Die Tagesordnung der Generalversammlung ist folgende:

1. Aufstockung des Gesellschaftskapitals um EUR 650 (sechs hundert und fünfzig Euro) und Ausgabe von 26 (sechszwanzig) neuen Anteilen (die Anteile) mit einem Nennwert von EUR 25 (fünfundzwanzig Euro) per Anteil.

2. Zeichnung der Gesellschaftskapitalerhöhung und Zuweisung an die Agiorücklage durch den Alleinigen Anteilsinhaber.

3. Zahlung der Gesellschaftskapitalerhöhung mittels einer Sacheinlage von 35.812.400 Aktien in der ITT Corporation India Pvt. Ltd. (ITT India) welche 26% des Kapitals der ITT India darstellen, mit einem Wert von INR 10 pro Aktie und einem Gesamtwert von INR

4. Abänderung des Artikels 4 der Satzung.

III. Der Alleinige Gesellschafter, wie vorerwähnt vertreten, fasst folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter beschließt das Gesellschaftskapital um EUR 650 (sechshundert und fünfzig Euro) von EUR 12.500,- (zwölftausend fünfhundert Euro) und eingeteilt in 500 (fünf hundert) Anteile mit einem Nennwert von je EUR 25, (fünfundzwanzig Euro) auf EUR 13.150,- (dreizehntausend einhundert fünfzig Euro) durch Ausgabe von 26 (sechszwanzig) neuen Anteilen mit einem Nennwert von EUR 25, (fünfundzwanzig Euro) aufzustocken und die Zeichnung und Zahlung wie folgt anzunehmen:

Zeichnung - Einzahlung

A. Der Alleinige Gesellschafter, hier vertreten durch Frau Danielle Kolbach, vorgenannt, wie eingangs beschrieben, erklärt die sechszwanzig (26) neuen Anteilen, die gemäß dem vorhergehenden Beschluss ausgegeben wurden, zeichnet, und (ii) diese voll einzuzahlen durch eine Sacheinlage bestehend aus einer Sacheinlage von 35.812.400 (fünfunddreißig Millionen achthundert und zwölftausend vier hundert) Aktien an der ITT India, welche einen Gesamtwert von INR 358.124.000 (drei hundert achtundfünfzig Millionen ein hundert vierundzwanzig tausend Indischen Rupie) haben, zusammen mit allen Rechten und Pflichten, insbesondere dem Gewinnbezugsrecht auch für das laufende Geschäftsjahr sowie dem Recht auf alle am heutigen Tage noch nicht ausgeschütteten Gewinne,

B. Die Einlage in die Gesellschaft wird zu ihrem fairen Marktwert bewertet, welcher INR 358.124.000 (drei hundert achtundfünfzig Millionen ein hundert vierundzwanzig tausend Indischen Rupie) beträgt, welches EUR 5.579.572 (fünf Millionen fünfhundert neunundsiebzigtausend fünfhundert zweiundsiebzig Euro) beträgt, so wie es aus den zwei Bewertungszertifikaten vom 28. März 2011 (die Zertifikate), welche beigegeben, hervorgeht und welcher wie folgt zugeteilt wird:

1) ein Betrag von EUR 650,- (sechshundert und fünfzig Euro) wird dem nominalen Gesellschaftskapital zufließen;

2) der Restbetrag wird der Agiorücklage der Gesellschaft zugewiesen; wobei zu beachten ist, dass die Einlage in den Büchern der Gesellschaft zum fairen Marktwert auszuweisen ist; und wobei ferner zu beachten ist, dass jede Wertanpassung des Marktpreises der Einlage aus Rechnungslegungs- oder Steuergründen in Luxemburg oder anderswo durch Erhöhung oder Herabsetzung (je nachdem was zutrifft) des Ausgabeagios unter Vornahme der entsprechenden Agioangleichung der Agiorücklage erfolgen muss.

Ein Kopie jeweils der obengenannten Zertifikats bleibt nach der ne varietur Unterzeichnung des Bevollmächtigten der erschienenen Parteien und des unterzeichnenden Notars der gegenwärtigen Urkunde beigegeben um mit dieser einregistriert zu werden.

Als Folge obiger Beschlüsse, bestätigt die Versammlung dass sich die Anteile an der Gesellschaft wie folgt verteilen:

- ITT Industries Holdings 526 Anteile

Zweiter Beschluss

Es folgt aus dem ersten Beschluss, dass Artikel 4 der Gesellschaftssatzung abgeändert wird und künftig wie folgt zu lesen ist:

" **Art. 4.** Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt EUR 13.150,- (dreizehntausend einhundert fünfzig Euro) und ist eingeteilt in 526 (fünfhundert sechszwanzig) Anteile mit einem Nennwert von je EUR 25,- (fünfundzwanzig Euro).

Das gezeichnete Kapital kann durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters beziehungsweise durch Beschluss der Gesellschafterversammlung nach Maßgabe der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Beschlussfassung geändert werden."

Kosten

Die Kosten, welche der Gesellschaft im Zusammenhang mit vorliegender Urkunde zu Lasten gehen, belaufen sich ungefähr auf 3.300,-EUR.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Parteien in englischer Sprache, gefolgt von der deutschen Sprache, aufgesetzt wird, und dass auf Verlangen derselben erschienenen Parteien bei Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgebend ist.

Worüber Urkunde, aufgenommen wurde in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Generalversammlung, hat der Vertreter der erschienenen Parteien mit uns Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: D. KOLBACH, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 avril 2011. Relation: LAC/2011/15720. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros)

Le Receveur ff. (signé): Tom BENNING.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, Erteilt an das Handels und Gesellschaftsregister in Luxemburg.

Luxemburg, den 8. April 2011.

Référence de publication: 2011049768/158.

(110055539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2011.

Masi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 62.477.

Montauk S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 112.773.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier comme suit la publication, dans le Mémorial C n° 2631 du 1^{er} décembre 2010, page 126278, d'une mention de bilan des comptes annuels au 31 décembre 2009 de la société Masi S.à r.l.:

1. La société Montauk S. à r.l, n'étant en rien concernée par ladite publication, ne doit pas figurer dans l'en-tête, lequel doit mentionner les coordonnées de Masi S.à r.l. telles que reprises en tête du présent rectificatif.

2. La référence du dépôt de l'extrait au Registre de commerce et des sociétés, à la dernière ligne de l'insertion (page 126278), doit être corrigée:

au lieu de: «(100164357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.»,

lire: «(100164355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.»

Enfin, dans le sommaire du même Mémorial C n° 2631, à la page 126241, il y a lieu de supprimer la ligne «Montauk S. à r.l. ... 126278» et d'ajouter une ligne «Masi S.à r.l. ... 126278».

Référence de publication: 2011081769/20.

Euro Batir Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 41, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 94.458.

Les Comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mai 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011061891/10.

(110068716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2011.

Euro Batir Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 41, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 94.458.

Les Comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mai 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011061890/10.

(110068714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2011.

Manle Construction, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 107.525.

La soussignée HOOGEWERF & CIE, avec siège social à Luxembourg, dénonce avec effet immédiat, le siège de la société MANLE CONSTRUCTION., qui était à 19, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg.

Luxembourg, le 28 avril 2011.

Pour extrait conforme

Pour Hoogewerf & Cie

Signature

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2011061836/13.

(110068311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2011.
